

LUNDI 19 DECEMBRE 2016

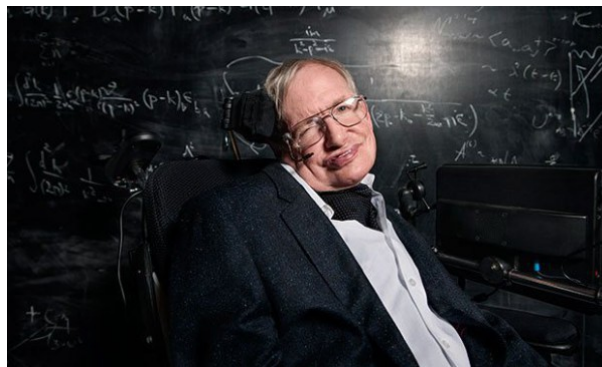
"Nous entrons maintenant dans la dépression économique finale."

- = **Stephen Hawking annonce la fin de l'humanité pour bientôt** p.1
- = **L'horloge de la fin du monde (Doomsday Clock)** (Noam Chomsky) p.7
- = **ARABIE SEoudITE : L'HEURE DU PIC OIL ?** (Patrick Reymond) p.16
- = **LA COMPLEXITE** (Patrick Reymond) p.17
- = **Une année record en Arctique** (Johan Lorek) p.18
- = **Le problème de l'énergie derrière l'élection de Trump** (Gail Tverberg) p.22
- = **[Mystification] Le solaire : ultra-compétitif** p.23
- = **Matières en voie d'extinction** p.24
- = **Trump: Le Nouveau Plan Marshall Américain** (Laurent Horvath) p.26
- = **ABSURDE CHAUFFAGE ELECTRIQUE...** (Patrick Reymond) p.28
- = **L'humanité pèse 30.000 milliards de tonnes** p.29
- = **Irrespirable : des villes au bord de l'asphyxie ?** p.32
- Section économie
- = **Alerte: les indices viennent d'atteindre un niveau jamais observé depuis les bulles de 1929, 2000 et 2007** (Michael Snyder) p.34
- = **Dépréciation monétaire, chaos économique et envolée de l'argent à 1000 dollars l'once** p.38
- = **LA CHUTE DE LA CIVILISATION INDUSTRIELLE EN IMAGES** p.44
- = **L'effondrement silencieux du marché obligataire se poursuit** (Simone Wapler) p.45
- = **Des devises de plus en plus factices** (Bill Bonner) p.47
- = **Les « règles de Brisbane » pourraient bientôt être appliquées** (Jim Rickards) p.49
- = **À deux doigts de la guerre commerciale mondiale** p.50
- = **La « révolution financière » de Trump** p.55
- = **« Pour les accapareurs analphabètes de France Stratégie, l'idée en devenant propriétaire c'est justement de ne plus payer de loyer !! »** (Charles sannat) p.57



Stephen Hawking annonce la fin de l'humanité pour bientôt

Inès Fressynet avec Loïc de La Mornais Sansapriori.net 31 janvier 2016



Le plus célèbre astrophysicien du monde, Stephen Hawking, vient d'annoncer sur [BBC 4](#) que la plus grande menace pour notre humanité est... elle-même. Les avancées technologiques notamment les robots dotés d'intelligence artificielle et,

pêle-mêle, la possibilité d'une guerre nucléaire, le réchauffement climatique, les virus issus de nos manipulations génétiques, peuvent nous faire basculer dans le néant beaucoup plus tôt que prévu, dès les siècles prochains.... Seul espoir pour lui : disperser l'humanité, en premier lieu sur Mars, et fissa....

Alors que la durée de vie restante de notre planète devrait nous laisser de la marge (en théorie encore quelques milliards d'années), selon Stephen Hawking, l'espèce humaine est en danger car la catastrophe est imminente. Elle arrivera peut être dans quelques centaines d'années, un battement de cil à l'échelle de l'humanité et de l'univers! Alors que la société du futur pourrait être aseptisée, apaisée et domestiquée grâce aux technologies toujours plus avancées, ces dernières pourraient surtout nous dépasser puis nous détruire. Hawking affirme que nous serons responsables de notre propre extinction.

« Once humans develop artificial intelligence, it will take off on its own and redesign itself at an ever-increasing rate. Humans, who are limited by slow biological evolution, couldn't compete and would be superseded. » (Source: [The Independent](#))

« Une fois que les humains développeront une intelligence artificielle, elle prendra son envol et se remodelera elle-même de plus en plus rapidement. Les humains, qui sont limités par des fonctions biologiques lentes, ne pourront rivaliser et seront dépassés ».



Alors pour pallier ce problème quelque peu épineux, l'astrophysicien suggère d'aller coloniser d'autres planètes, et vite! Idéalement, il faudrait rester dans le système solaire et la première candidate est bien sûr Mars. Un processus de colonisation extra-terrestre

qui prendrait environ un siècle. D’ici l’achèvement de cette colonisation, il y aurait donc des années très, très délicates selon Stephen Hawking même si tout n’est pas perdu, loin de là. Il a malgré tout foi en l’humanité et en son instinct de survie.

“Most of the threats we face come from the progress we’ve made in science and technology. We are not going to stop making progress, or reverse it, so we must recognize the dangers and control them. I’m an optimist, and I believe we can.” (Source: [The Telegraph](#))

« La plupart des menaces qui nous guettent découle de nos progrès scientifiques et technologiques. Nous n’allons pas cesser de progresser, ou faire marche arrière, c’est pourquoi nous devons regarder en face les dangers qui arrivent et apprendre à les contrôler. Je suis optimiste, je pense que nous pouvons y arriver. »

L’émiettement et la dispersion dans différentes planètes et colonies permettrait de faire survivre l’humanité, ses souvenirs et les restes de sa culture, même si le berceau de la Terre venait à disparaître.

Nous serions alors les premiers extra-terrestres, en attendant que ceux qui existent probablement ailleurs dans l’Univers nous donnent signe de vie comme le suggère le [paradoxe de Fermi](#) (lire cet article du CNRS, « le paradoxe de fermi et les extraterrestres invisibles »).

Cette théorie, énoncée en 1950 par un physicien italien lauréat du Prix Nobel, pourrait se résumer ainsi « S’il y avait des civilisations extraterrestres, leurs représentants devraient être déjà chez nous. Où sont-ils donc ? »

L’une des explications du paradoxe de Fermi, selon certains chercheurs, serait que toute civilisation extraterrestre très avancée technologiquement (et donc dotée d’armes de destruction absolue, nucléaires ou autres) en viendrait inéluctablement à s’autodétruire avant d’atteindre d’autres mondes dans l’univers...

Pour tout comprendre, regardez cette vidéo éducative ludique et très complète sur la question (5 mn) en anglais sous titré en français:



<https://youtu.be/sNhhvQGsMEc>

D'où la crainte formulée par Steven Hawking: le suicide de notre espèce à coup d'armes technologiques incontrôlables.



La Grande-Bretagne se prépare déjà à créer une armée de robots guerriers pour protéger ses troupes au sol rapporte [The Telegraph](#). Le drone Taranis, d'une valeur de 190 millions d'euros, vole plus vite que la vitesse du son et sélectionne ses cibles automatiquement. Il demande tout de même l'autorisation d'un humain avant d'attaquer, mais un pas a définitivement été franchi depuis 2013. Un sillon, là encore, déjà largement creusé par les oeuvres de science fiction, « Terminator » en tête...

Tic... Tac... Tic... Tac...

par Noam Chomsky



19

52 FILE PHOTO – The mushroom cloud of the first test of a hydrogen bomb, « Ivy Mike », as photographed on Enewetak, an atoll in the Pacific Ocean, in 1952

Cela faisait trois mois qu’il n’avait pas mis les pieds à son bureau lorsqu’il se rendit à Prague, capitale de la République Tchèque, et fit une allocution (lien2) sur le dilemme nucléaire mondial. Ses déclarations semblaient venir de militants antinucléaires, pas du président des États-Unis. En appelant à utiliser de nouvelles formes d’énergie, Barack Obama a parlé avec une rare éloquence des dangers d’une planète où les armes nucléaires se sont répandues à tel point que leur utilisation va s’avérer « inévitable ». Il a plaidé pour un « monde sans armes nucléaires » et a même affirmé : « En tant que puissance nucléaire, en tant que seule puissance nucléaire à avoir utilisé l’arme nucléaire, les États-Unis ont la responsabilité morale d’agir. » Il a même promis de prendre « des décisions concrètes » pour commencer à construire un tel monde sans de telles armes.

Source : TomDispatch.com(lien1), le 12/06/2016 – Posté par Noam Chomsky, le 12 juin

2016

Sept ans plus tard, il est temps de faire le bilan de notre soi-disant premier président abolitionniste.

- **L'arsenal nucléaire américain – 4 571 ogives** (*quoique bien moins que les 19 000 de 1991 lors de l'implosion de l'Union Soviétique*) – reste assez puissant pour détruire plusieurs planètes de la taille de la Terre.
- Selon(lien3) la Fédération des Scientifiques Américains, les derniers chiffres du Pentagone sur cet arsenal indiquent que « ***l'administration Obama a réduit les réserves moins que n'importe quel autre depuis la fin de la guerre froide, et que le nombre d'ogives démantelées en 2015 était le plus faible depuis l'arrivée au pouvoir du président Obama.*** »
- Pour mettre cela en perspective, **Obama a fait significativement moins que George W. Bush en matière de réduction de l'arsenal.**

Dans le même temps, **notre président abolitionniste** s'occupe actuellement de la modernisation(lien4) du même arsenal, un projet en cours depuis trois décennies, dont le coût est estimé (lien5) à au moins 1000 milliard de dollars (lien6) – sans compter, bien sûr, les habituels surcoûts imprévisibles.

- Dans l'opération, de nouveaux systèmes d'armement seront produits, **la première bombe atomique dite « intelligente »**(lien7) (c'est à dire plus précise et plus destructrice), et Dieu sait quoi d'autre.

Un seul succès antinucléaire peut lui être attribué, son accord avec l'Iran s'assurant que ce pays ne produise pas une telle bombe.

- Un bilan aussi dérisoire venant **d'un président qui semblait sur la voie de l'abolitionnisme nous éclaire sur la réalité du dilemme nucléaire et l'emprise** (lien8) **que la sécurité nationale a sur sa pensée** (*et probablement sur celle de n'importe quel futur président*).

Il est effrayant que, sur notre planète, l'humanité continue d'encourager deux forces apocalyptiques, dont chacune

- l'une immédiate (menace nucléaire)
- l'autre sur la durée (réchauffement climatique) –

pourrait mutiler voire détruire l'humanité telle que nous la connaissons. Cela devrait tous nous faire réfléchir. **C'est ce dont nous parle Noam Chomsky dans cet essai extrait de son remarquable nouveau livre Who Rules the World?** (lien9) (« Qui dirige le monde ? »). Tom

L'horloge de la fin du monde (Doomsday Clock)

Armes nucléaires, changement climatique, et les perspectives de survie

Par **Noam Chomsky**

[*Cet essai est extrait du dernier livre de Noam Chomsky, Who Rules the World? (Metropolitan Books)*]

En janvier 2015, le bulletin des scientifiques atomistes a avancé sa célèbre horloge de la fin du monde à minuit moins trois minutes, un niveau de menace qui n'avait pas été atteint depuis 30 ans. Le communiqué du bulletin explique le choix d'avancer l'horloge par deux menaces majeures pour notre survie : **les armes nucléaires et le changement climatique non contrôlé.** L'appel accuse les dirigeants mondiaux, qui « *ont échoué à agir à la vitesse requise pour protéger les citoyens d'une catastrophe potentielle,* » mettant en danger chaque personne sur Terre en échouant à accomplir leur plus important devoir : assurer et préserver la santé et la vitalité de la civilisation humaine.

Depuis lors, il y a de bonnes raisons de penser que nous sommes encore plus proches de la fin du monde.

Fin 2015, les dirigeants mondiaux se sont réunis à Paris pour résoudre le grave problème du « **changement climatique incontrôlé.** » Pas un jour ne se passe sans nouvelles preuves de la gravité de la crise. Pour prendre un exemple presque au hasard, peu de temps avant l'ouverture de la conférence de Paris, **le Jet Propulsion Laboratory de la NASA a publié une étude surprenante et alarmante de deux scientifiques qui ont étudié la glace de l'Arctique.**

- L'étude a montré que l'énorme glacier du Groenland, Zachariae Isstrom, « *est passé d'une position glaciaire stable en 2012 à une phase de recul accéléré,* » par un développement inattendu et de mauvais augure. Le glacier « *contient suffisamment d'eau pour élever le niveau global de la mer de plus de 18 pouces (46 centimètres) s'il venait à fondre complètement. Il a maintenant entamé un régime de fonte rapide, perdant 5 milliards de tonnes de masse chaque année. Toute cette glace se désagrège dans l'océan Atlantique Nord.* »

Cependant il y a peu d'espoir que les dirigeants du monde à Paris « *agissent avec la vitesse ou à l'échelle requise pour protéger les citoyens de la catastrophe potentielle.* » Et même si, par miracle, ils l'avaient fait, cela aurait été d'une portée limitée, pour des raisons qui seraient profondément troublantes.

Lorsque l'accord a été approuvé à Paris, le ministre français des affaires étrangères Laurent Fabius, qui a accueilli les débats, a annoncé qu'il était « **juridiquement contraignant** ». Cela peut nous permettre d'espérer, mais de nombreux obstacles

doivent retenir toute notre attention.

Si l'on considère l'ensemble de la couverture médiatique de la conférence de Paris, peut-être les commentaires les plus importants sont ceux-ci, enfouis à la fin d'une longue analyse du New York Times :

« Traditionnellement, les négociateurs se sont efforcés de rédiger un traité juridiquement contraignant qui requière des gouvernements des pays participants à la conférence que la ratification ait une valeur. Dans le cas présent, il n'y a aucun moyen de l'obtenir, à cause des États-Unis. Un tel traité serait mort-né en arrivant à Capitol Hill sans les deux tiers des voix de majorité requis au Sénat contrôlé par les Républicains. Ainsi, les objectifs volontaires prennent la place des objectifs contraignants et obligatoires. »

Et les plans volontaires sont une garantie d'échec.

« A cause des États-Unis. » Plus précisément, à cause du Parti républicain, qui maintenant est en train de devenir un réel danger pour une survie humaine décente.

Les conclusions sont soulignées dans un autre article du Times sur l'accord de Paris. A la fin d'un long texte louant la réalisation, l'article note que le système créé à la conférence **« dépend en grande partie des points de vue des futurs leaders mondiaux qui appliqueront ces politiques. Aux États-Unis, chaque candidat républicain à la présidence de 2016 a publiquement remis en question ou refusé d'admettre le changement climatique, et s'est opposé aux politiques de M. Obama à ce sujet. Au Sénat, Mitch McConnell, leader républicain, qui a mené la charge contre le programme de M. Obama concernant le changement climatique, a déclaré : “Avant que ses partenaires internationaux ne sabrent le champagne, ils feraient mieux de se rappeler que c'est un objectif inatteignable, basé sur un plan énergétique probablement illégal, que la moitié des États l'ont attaqué en justice pour l'arrêter, et dont le Congrès a déjà voté le rejet.” »**

Les deux partis se sont déplacés vers la droite pendant la période néolibérale de la génération précédente.

- **Les démocrates mainstream** sont maintenant à peu près ce que l'on appelait « les républicains modérés ».
- Pendant ce temps, **le Parti républicain** a largement dérivé hors du spectre, devenant ce que le respecté analyste politique conservateur Thomas Mann et Norman Ornstein appellent une « insurrection radicale » qui a pratiquement abandonné la politique parlementaire normale.

Avec la dérive droitère, le dévouement du Parti républicain à la richesse et aux privilèges est devenu si extrême que ses politiques réelles pourraient ne pas attirer

les électeurs, il a donc dû chercher une nouvelle base populaire, mobilisée pour d'autres motifs : les chrétiens évangéliques qui attendent la seconde venue, nativistes qui craignent qu'« ils » mènent notre pays loin de nous, racistes impénitents, les gens avec de vrais griefs qui confondent gravement leurs causes, et d'autres comme eux qui sont des proies faciles pour les démagogues et peuvent facilement se transformer en insurrection radicale.

Au cours des dernières années, **l'establishment républicain** a réussi à ignorer les voix de la base qu'il avait mobilisée. Mais plus maintenant. À la fin 2015, l'establishment exprimait la consternation et un désespoir considérable pour son incapacité à le faire, alors que la base républicaine et ses choix sont hors de contrôle.

Les élus républicains et prétendants à la prochaine élection présidentielle ont exprimé un mépris clair pour les délibérations de Paris, refusant même de participer à la procédure. Les trois candidats qui menaient dans les sondages du moment – Donald Trump, Ted Cruz et Ben Carson – ont adopté la position de la base largement évangélique : les humains n'ont pas d'impact sur le réchauffement climatique, si tant est que le réchauffement existe.

Les autres candidats rejettent l'action du gouvernement face à la question.

Immédiatement après le discours d'Obama à Paris, promettant que les États-Unis seraient à l'avant-garde de la recherche d'une action mondiale, **un vote du Congrès dominé par les Républicains a sabordé les dernières règles de l'Agence de Protection de l'Environnement destinées à réduire les émissions de carbone.**

Comme la presse l'a rapporté, ce fut « *un message provocant adressé à plus de 100 dirigeants du monde, soulignant que le président américain n'a pas le plein soutien de son gouvernement sur la politique climatique* » – un euphémisme, en quelque sorte. Pendant ce temps, Lamar Smith, chef républicain de la commission de la Chambre sur la science, l'espace et la technologie, a renforcé son djihad contre les scientifiques du gouvernement qui osent dénoncer les faits.

Le message est clair. Les citoyens américains sont confrontés à une énorme responsabilité chez eux.

Sur ce même sujet, le New York Times souligne que

- « **les deux tiers des Américains sont favorables à ce que les États-Unis adoptent un accord international contraignant pour freiner la croissance des émissions de gaz à effet de serre.** »
- **Et trois Américains sur cinq considèrent le climat comme plus important que l'économie.**

Mais ce n'est pas le problème. **L'opinion publique est ignorée.** Ce fait, une fois de plus, envoie un message fort aux Américains. Il leur incombe de corriger les dysfonctions du système politique, dans lequel l'opinion populaire est une donnée

marginale.

La disparité entre l'opinion publique et la politique, dans ce cas, a des conséquences importantes pour le sort du monde.

Nous ne devons pas, bien sûr, nous lamenter sur un « âge d'or » révolu. Néanmoins, en examinant simplement l'évolution actuelle, on y voit des changements importants. L'affaiblissement du fonctionnement de la démocratie est l'une des conséquences de l'agression néolibérale sur la population mondiale de la dernière génération. Et cela ne se produit pas seulement aux États-Unis ; en Europe l'impact est peut-être pire.

Le cygne noir que nous ne verrons jamais

Passons maintenant à l'autre (et traditionnelle) préoccupation des scientifiques atomiques qui ajustent l'horloge de la fin du monde : **les armes nucléaires**. La menace actuelle de la guerre nucléaire justifie amplement leur décision de janvier 2015 d'avancer l'horloge de deux minutes vers minuit. Ce qui est arrivé depuis révèle encore plus clairement la menace croissante, une question qui suscite une préoccupation insuffisante, à mon avis.

La dernière fois que l'horloge de la fin du monde a atteint trois minutes avant minuit c'était en 1983, au moment des exercices Able Archer de l'administration Reagan ; ces exercices d'attaques simulées sur l'Union Soviétique ont servi à tester leurs systèmes de défense. **Des archives russes publiées récemment révèlent que les Russes étaient profondément préoccupés par les opérations et se préparaient à répliquer, ce qui aurait signifié, tout simplement : La Fin.**

Nous en avons appris plus sur ces exercices irréfléchis et inconscients qui ont conduit le monde à deux doigts de la catastrophe, de la part de militaires américains et de l'analyste américain du renseignement Melvin Goodman, qui était chef de la division de la CIA et analyste principal au Bureau des affaires soviétiques de l'époque. *« En plus de l'exercice de mobilisation Able Archer qui a alarmé le Kremlin, écrit Goodman, l'administration Reagan a autorisé des exercices militaires inhabituellement agressifs près de la frontière soviétique qui, dans certains cas, ont violé la souveraineté territoriale soviétique. Les mesures risquées du Pentagone comprenaient l'envoi de bombardiers stratégiques américains sur le pôle Nord pour tester les radars soviétiques, et des exercices navals de temps de guerre où les navires américains ont été plus proches de l'URSS que jamais. Ainsi que des opérations secrètes de simulation d'attaques navales surprises sur des cibles soviétiques. »*

Nous savons maintenant que le monde a été sauvé de la destruction nucléaire probable dans ces jours effrayants par la décision d'un officier russe, Stanislav Petrov, de ne pas transmettre aux autorités supérieures le rapport des systèmes de détection automatisés prévenant que l'URSS subissait une attaque de missiles. Par conséquent, Petrov prend sa place aux côtés du commandant de sous-marin russe Vasili Arkhipov, qui, à un moment dangereux de la crise des missiles cubains de 1962, a refusé d'autoriser le lancement de torpilles nucléaires lorsque des sous-marins ont été attaqués par les destroyers américains qui maintenaient le blocus maritime.

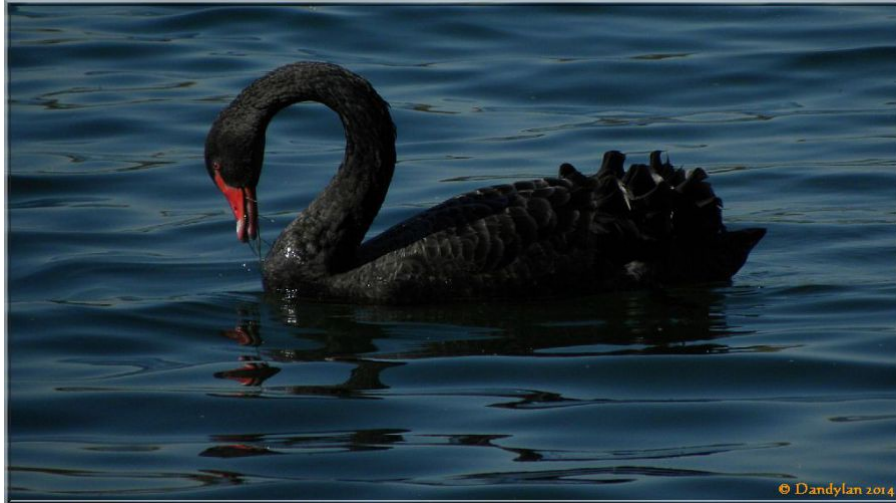
D'autres exemples révélés récemment viennent enrichir le dossier déjà effrayant. L'expert de la sécurité nucléaire Bruce Blair déclare que « le moment où les États-Unis ont été le plus proche de voir le Président décider par inadvertance d'un lancement stratégique a eu **lieu en 1979**, quand le système d'alerte précoce NORAD (North American Aerospace Defense Command) a détecté une attaque soviétique de grande ampleur. Le conseiller de sécurité nationale Zbigniew Brzezinski a été appelé deux fois dans la nuit pour lui annoncer que les États-Unis étaient attaqués. Il a aussitôt décroché le téléphone pour convaincre le président Carter qu'une réponse à grande échelle était nécessaire et devait être immédiate, quand un troisième appel l'a informé que c'était une fausse alerte. »

Cet exemple nouvellement révélé évoque **un incident critique de 1995**, lorsque la trajectoire d'une fusée américano-norvégienne transportant du matériel scientifique ressemblait à la trajectoire d'un missile nucléaire. Ce qui a provoqué l'inquiétude russe qui a atteint rapidement le président Boris Eltsine, qui est en charge de décider de lancer une frappe nucléaire.

Blair ajoute d'autres exemples tirés de sa propre expérience. Dans un cas, pendant la guerre du Moyen-Orient en 1967, « un équipage d'avion porteur de charge nucléaire a reçu un ordre d'attaque réelle au lieu d'un exercice de formation et d'entraînement nucléaire. » **Quelques années plus tard, au début des années 1970**, le Strategic Air Command de Omaha a « réémis un ordre d'exercice de lancement comme un ordre de lancement réel. » **Dans les deux cas, les contrôles de code avaient échoué ; une intervention humaine a empêché le lancement.** « Vous avez là un exemple de la dérive, » ajoute Blair. « Il n'était tout simplement pas rare que ce genre de SNAFU se produise. » [SNAFU : « Situation Normal: All Fucked Up », acronyme ironique indiquant que la situation est mauvaise, mais que c'est la situation normale, NdT]

Blair a fait ces commentaires en réaction **au rapport du pilote John Bordne** qui a été récemment blanchi par l'US Air Force. Bordne servait sur la base militaire américaine à Okinawa en octobre 1962, au moment de la crise des missiles de Cuba et au moment de graves tensions en Asie. Le système d'alerte nucléaire des États-Unis avait été augmenté à DEFCON 2, un niveau inférieur à DEFCON 1, niveau auquel des missiles nucléaires

peuvent être lancés immédiatement. Au sommet de la crise, le 28 octobre, un équipage de missiles a reçu l'autorisation de lancer ses missiles nucléaires par erreur. Ils ont décidé de ne pas le faire, évitant probablement la guerre nucléaire. Ils rejoignent ainsi Petrov et Arkhipov dans le panthéon des hommes qui ont décidé de désobéir au protocole et ainsi sauvé le monde.



Comme Blair l'a observé, ces incidents ne sont pas rares. L'étude récente d'un expert a révélé des dizaines de fausses alertes chaque année au cours de la période examinée, de 1977 à 1983 ; l'étude a relevé un nombre de cas variant de 43 à 255 par an. L'auteur de l'étude, Seth Baum, résume avec les mots appropriés : « La guerre nucléaire est le cygne noir que personne ne voit jamais, sauf en ce bref instant où il nous tue. Nous retardons la suppression de cette menace à nos risques et périls. Il est grand temps de le faire, tant que nous sommes encore en vie. »

Ces études, comme celles reprises dans le livre d'Eric Schlosser, *Command and Control*, se bornent principalement aux systèmes américains. Les systèmes russes en revanche sont bien plus sources d'erreurs. Sans oublier les autres systèmes, notamment pakistanais.

« Une guerre n'est plus inimaginable »

Parfois, la menace n'est pas un accident, mais de l'aventurisme, comme dans le cas d'Able Archer. Le cas le plus extrême est celui des Missiles Cubains de 1962, quand la menace d'un désastre était bien trop réelle. La façon dont cela a été géré en est choquante ; de même que la manière dont cela a été interprété par la suite.

Avec ce triste record en tête, il est utile d'observer les débats stratégiques et leur préparation. Un cas qui fait froid dans le dos est celui de l'étude du STRATCOM (United States Strategic Command) "Eléments essentiels de la dissuasion post-Guerre Froide" (« Essentials of Post-Cold War Deterrence »), sous Clinton en 1995.

L'étude appelle à conserver le droit de la « première frappe » [en stratégie militaire, une première frappe désigne une attaque surprise préventive avec un grand nombre d'armes, NdT], même contre les pays ne possédant pas l'arme nucléaire. L'étude explique que les armes nucléaires sont constamment utilisées, dans le sens où elles « assombrissent chaque crise ou conflit. » Elle incite également à renvoyer l'image d'un pays au caractère vindicatif et irrationnel, afin d'intimider le monde.

La doctrine actuelle est analysée dans l'éditorial du journal International Security, un des journaux de référence dans le monde de la doctrine stratégique.

- Les auteurs expliquent que les États-Unis sont engagés dans une primauté stratégique – **c'est-à-dire éviter les représailles.**

C'est la logique de la « nouvelle triade » d'Obama (*renforcer les sous-marins et les missiles au sol ainsi que les forces de bombardement*), **en plus de missiles de défense pour contrer des représailles.**

- Le problème levé par les auteurs est que la demande américaine pour une primauté stratégique pourrait mener la Chine à réagir en abandonnant sa politique consistant à ne pas lancer de première frappe et en étendant les limites de sa dissuasion.
- Les auteurs pensent que cela n'arrivera pas, mais les perspectives restent incertaines. Clairement, cette doctrine augmente les dangers dans une région conflictuelle et à risque.

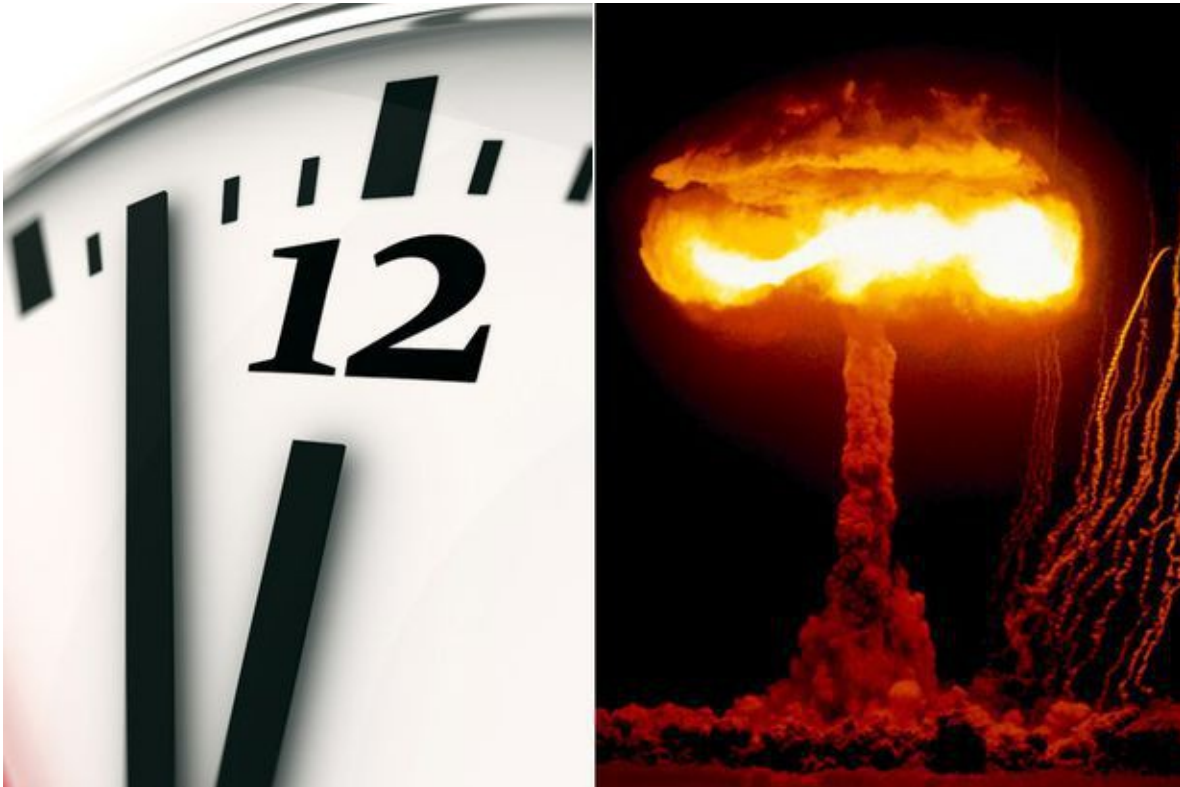
C'est également vrai pour l'OTAN et son expansion vers l'est en violation avec les promesses verbales faites à Mikhaïl Gorbatchev alors que l'URSS s'écroulait et qu'il donna son accord pour permettre à l'Allemagne, une fois unifiée, d'intégrer l'OTAN – concession assez remarquable quand on repense à l'histoire du XXe siècle.

- L'expansion vers l'Allemagne de l'Est s'est faite dans un premier temps. Dans les années qui ont suivi, l'OTAN s'est étendue jusqu'aux frontières russes ; il y a maintenant des raisons de craindre que cela puisse aller jusqu'à une inclusion de l'Ukraine, cœur géostratégique de la Russie.

On imagine très bien comment les États-Unis réagiraient si le pacte de Varsovie existait encore, si une grande partie de l'Amérique latine l'avait rejoint, et si maintenant, le Mexique et le Canada étaient candidats également.

Mis à part cela, la Russie comprend comme la Chine (*et les stratèges américains, d'ailleurs*) que les systèmes américains de défense antimissile près des frontières de la Russie sont, en effet, des armes de première frappe, visant à établir la primauté stratégique – l'immunité contre les représailles. Peut-être que leur mission est tout à fait impossible, comme certains spécialistes le soutiennent. Mais on ne peut être sûr de rien.

Et les réactions militaires de la Russie sont interprétées naturellement par l'OTAN comme une menace pour l'Occident.



Un éminent chercheur britannique spécialiste de l'Ukraine présente ce qu'il appelle un « paradoxe géographique fatidique » : que l'OTAN « n'existe que pour gérer les risques créés par son existence. »

Les menaces sont maintenant bien réelles. Heureusement, l'abattage d'un avion russe par un F-16 turc en novembre 2015 n'a pas mené à un incident international, mais il aurait pu, particulièrement au vu des circonstances. L'avion était en mission de bombardement en Syrie. Il est passé pendant à peine 17 secondes au-dessus d'une frange du territoire turc qui forme une saillie dans la Syrie, et se dirigeait de manière évidente vers la Syrie, où il s'est abîmé. L'abattre apparaît comme ayant été un acte inutilement imprudent et provocateur, et un acte suivi de conséquences.

En réaction, la Russie a annoncé que ses bombardiers seraient dorénavant accompagnés par des avions de chasse et qu'elle déploierait des systèmes sophistiqués de missiles anti-aériens en Syrie. La Russie a également ordonné à son croiseur lance-missiles Moskva, avec son système de défense aérienne longue portée, de se rapprocher de la côte afin qu'il puisse être « prêt à détruire n'importe quelle cible aérienne portant un potentiel danger contre sa flotte aérienne, » a annoncé le ministre Sergei Shoigu. Tout cela jette les bases de confrontations qui pourraient être létales.

Les tensions sont également constantes aux frontières entre la Russie et l'OTAN, incluant les manœuvres militaires des deux côtés. Peu après que l'horloge de la fin du monde ait été, de manière inquiétante, rapprochée de minuit, la presse nationale déclara

que « des véhicules de combat militaire américains ont paradé mercredi à travers une ville estonienne qui jouxte la Russie, un acte symbolique qui souligne les enjeux pour les deux côtés au milieu des pires tensions entre l'Occident et la Russie depuis la guerre froide. » Peu avant, un avion de guerre russe est passé à quelques secondes d'une collision avec un avion de ligne civil danois. Les deux côtés pratiquent une mobilisation rapide et un redéploiement des forces vers la frontière Russie-OTAN, et « tous deux pensent qu'une guerre n'est plus impensable. »

Perspectives de survie

S'il en est ainsi, les deux côtés sont au-delà de l'imbécillité, car une guerre pourrait bien tout détruire. Il est reconnu depuis des dizaines d'années qu'une première frappe d'une puissance majeure pourrait détruire l'attaquant, même sans représailles, simplement des effets d'un hiver nucléaire.

Mais c'est le monde d'aujourd'hui. Et pas seulement celui d'aujourd'hui – mais celui dans lequel nous vivons depuis 70 ans. Le raisonnement de toutes les parties est incroyable. Comme nous l'avons vu, la sécurité pour les populations n'est, typiquement, pas le premier souci des politiciens. Cela est vrai depuis les premiers jours de l'âge nucléaire, quand dans les centres de formation politique il n'y avait aucun effort – apparemment même aucune pensée exprimée – pour éliminer la sérieuse menace potentielle pour les États-Unis, ce qui aurait pu être possible. Et ainsi le même problème continue de persister, comme le montrent les exemples que nous venons de citer.

C'est le monde dans lequel nous avons vécu et vivons encore aujourd'hui. Les armes nucléaires posent un danger constant de destruction instantanée, mais au moins nous savons comment réduire la menace, et même comment l'éliminer ; une obligation qui engageait les puissances nucléaires qui ont signé le traité de non-prolifération, et dont ils n'ont pas tenu compte. La menace du réchauffement climatique n'est pas immédiate, bien qu'elle soit pressante à long terme et pourrait empirer soudainement. Notre capacité à la gérer reste à préciser, mais il n'y a aucun doute que plus le délai sera long, plus extrême sera le désastre.

Les perspectives d'une survie décente à long terme ne sont pas élevées à moins qu'il n'y ait un changement significatif dans la trajectoire. Une grande partie de la responsabilité est entre nos mains – les opportunités également.

*Noam Chomsky est professeur émérite dans le département de linguistique et de philosophie au Massachusetts Institute of Technology (MIT). Dans son œuvre de réinformation [Allusion au site TomDispatch.com, qui se définit comme antidote aux médias mainstream, NdT], on trouve parmi ses récents livres *Hegemony or Survival* (« Hégémonie ou Survie ») et *Failed States* (« Des États ratés »). Cet essai est tiré de son nouveau livre, *Who Rules the World?* (« Qui dirige le monde ? », Metropolitan Books, the American Empire Project). Son site est <http://www.chomsky.info>.*

Copyright 2016 Valeria Galvao Wasserman-Chomsky

Source : TomDispatch.com, le 12/06/2016

ARABIE SAOUDITE : L'HEURE DU PIC OIL ?

Patrick Reymond 16 décembre 2016

Il est vraisemblable que le royaume saoudien va vivre des heures difficiles, devant le grippage de sa principale et seule ressource.

Pour le site zerohedge, la décision de l'OPEP de réduction des productions, initiée par l'Arabie saoudite, et par la Russie a sans doute pour explication plus l'épuisement géologique des gisements saoudiens, qu'une subite prise de conscience.

Les gisements saoudiens sont sans doute à bout. Comme je l'ai dit, ils fournissent des fonds de cuves, du pétrole lourd et chargé, alors qu'en général, les gisements jeunes ont du pétrole jaillissant sans peine, léger et volatil.

Il est clair et connu des pétroliers que le sur-pompage entraîne une moindre récupération des gisements. Ce phénomène est connu depuis l'origine de l'exploitation pétrolière.

L'Arabie portera le principal de la réduction de production, sans doute 500 000 barils/jour, sur 1 200 000.

Pour beaucoup, d'ailleurs, ce ne sera même pas un effort. Le Mexique, avec ses gisements en pleine décadence, ralentira simplement le forage des nouveaux puits, et de toute façon, l'effondrement de l'effort de forage entrainera logiquement la chute de production.

Pour rappel, les dépenses étaient de 100 milliards de \$ en 2000, 150 en 2005, elles ont progressé ainsi :

2012 : 599 milliards \$,

2013 : 664,

2014 : 683,

2015 : 539,

2016 : 485... Une évolution prévisible amenant à 150 milliards seulement en 2020.

Le moyen orient échappe à cette chute, mais il n'est guère réputé pour le montant de ses investissements.

Bien entendu, il y a un monde à part, les USA, qui forent comme des fous, depuis longtemps. Ils disposent d'une banque centrale accommodante, des subventions pour le forage, et de subventions pour l'exploitation de puits marginaux.

Les nouveaux forages, de plus, atteignaient des nombres importants. On parlait de plus de 100 000 par an dans le monde. Il n'y a pas si longtemps, une dizaine d'année, le chiffre total de puits en activité atteignait "seulement", 750 000, dont les 2/3 aux USA, produisant 5 % du total. Et oui, le forage est aussi, une affaire de politique intérieure.

On voit donc qu'on a atteint la pente des rendements décroissants, qui mène aussi les contrées bien burnées en réserves, comme l'Alberta et le Venezuela, au bord de la ruine. Pour une raison, c'est que leur pétrole, il est très cher à exploiter. Et quand les prix remonteront, les consommateurs seront incapables de suivre.

De plus, si les périodes de prix bas avaient entraînés par le passé des chutes dans le montant des investissements, c'était à des niveaux beaucoup plus bas. Dorénavant, la destruction des capacités de productions, tant en moyens humains que techniques a sans doute atteint le seuil de l'irratrapable. Cela a été trop fort, trop violent, trop vite.

Même si on voulait encore se mettre à forer, et retrouver le niveau antérieur, on n'y arriverait pas.

Pour le royaume séoudien, la baisse de la ressource va avoir un impact important. Sans doute, l'idéologie salafiste son second produit d'export résistera très mal à la crise du pays exportateur, qui lui, risque de sombrer dans le désordre. De toutes façons, tous les pays atteint par le Pic oil ont eu de grosses difficultés politiques. Voir connu un effondrement.

Le seul pays pour qui la baisse de production sera problématique est le Kazakhstan, avec son gisement géant de Kashagan, enfin mis en service.

Comme je l'ai souvent dit, le secteur de l'énergie est le secteur du mensonge et de la manipulation, qui va du plus simple au plus élaboré. Le plus frustré en la matière est le moyen orient, qui maintient simplement, depuis plus de 40 ans, ses réserves au même niveau, comme s'ils n'avaient jamais pompé.

Aux USA, on [annonce les rebonds](#), sans jamais voir [les baisses](#). On a annoncé que le pays était devenu le premier producteur, alors que son administration de l'énergie disait que c'était la Russie, suivie en deux de l'Arabie séoudite. Le pays est ici clairement dans un pic pétrolier du pétrole de schiste. On peut bien annoncer que la production US a été la meilleure en 2015, depuis 1972, c'est de l'histoire, désormais. La tendance de 2016, c'est la chute rapide.

A cela s'ajoute le fait que le solaire, désormais, à [un meilleur rendement](#) énergétique que le pétrole. Si Bloomberg a classé le fossile en "spéculatif", c'est qu'il y a une raison.

LA COMPLEXITE

Patrick Reymond 17 décembre 2016

[Gail Tverberg parle encore de complexité](#). J'analyse différemment. Le complexification a été une réponse à la crise de 1973, et la plupart du temps, pas une réponse heureuse.

La montée de la sphère financière par l'endettement, était ce nécessaire ? Pas forcément. C'était ajouter une complexité non désirable. On a créé une bulle financière et d'endettement, qu'on essaie de gérer, sans y arriver. Le problème, c'est qu'elle est trop grosse, et que les canons en vigueur depuis 1973, assassins.

La mondialisation dévoreuse d'énergie était elle un passage obligé ? Encore moins. Cela peut s'analyser surtout comme le pillage des mines de charbons chinoises, par exemple. On a claqué en quelques décennies, des ressources qui pouvaient tenir des siècles. Sans doute le syndrome "île de Pâques". Pour rappel, l'île de Pâques a eu une très longue période pendant laquelle 40 % de l'île restait boisée, capital foutu en l'air en quelques décennies, jusqu'à ce qu'il n'en reste rien et que l'île connaisse une guerre d'extermination. .

Sans doute, le pouvoir politique n'a t'il plus protégé la ressource, et en la sacrifiant, voulu se donner du temps. Le même phénomène s'est produit en Angleterre et en Irlande, lors des périodes révolutionnaires du 17^e siècle, et pour l'Irlande, après la défaite de la Boyne. Les féroces lois de Guillaume le conquérant n'étaient plus appliquées.

Construire un aéroport en plein pic oil ? C'est une galéjade ? Ou les décideurs sont ils complètement paumés, perdus, corrompus, ou le tout à la fois ? Ils se gargarisent des propos de l'IATA, qui prévoit le doublement du nombre de passagers. En oubliant que le même IATA qualifie le transport aérien "d'activité caritative", tellement elle est non rentable. (Comment devenir millionnaire ? Simple, être milliardaire et acheter une compagnie aérienne..).

La déformation du PIB en faveur du tertiaire est surtout la marque de son caractère frelaté. Commerce de gros, commerce de détails, loyers, frais de santé.

Ils n'ont pas jeté le calcul du pib comme le bébé avec l'eau du bain. Ils ont gardé l'eau du bain, et jeté le bébé.

Le pib productif est en chute, très marquée depuis 2008. Pour les meilleurs cas, la simple stagnation est là, mais il y a d'autres sujets de crises.

Et on en rajoute. Prenez 1.2 millions de réfugiés, pouvant produire 100 KWh par an (c'est la force de travail d'un homme dans la force de l'âge), c'est le 1/12 d'un baril de pétrole.

Pendant ce temps là, la consommation de pétrole européenne baisse de 15 millions de tonnes par an, soit environ 93 à 99 millions de barils.

Le "plus" apporté par cette immigration, c'est donc, 100 000 barils par an... La complexification des sociétés a été la voie de sortie de la crise de 1973. Et me recours au renouvelable n'est sans doute pas une impasse. Mais sans doute est ce que le débouché sera une juxtaposition de solutions locales. Comme l'était l'économie du XVIII^e siècle.

Une année record en Arctique

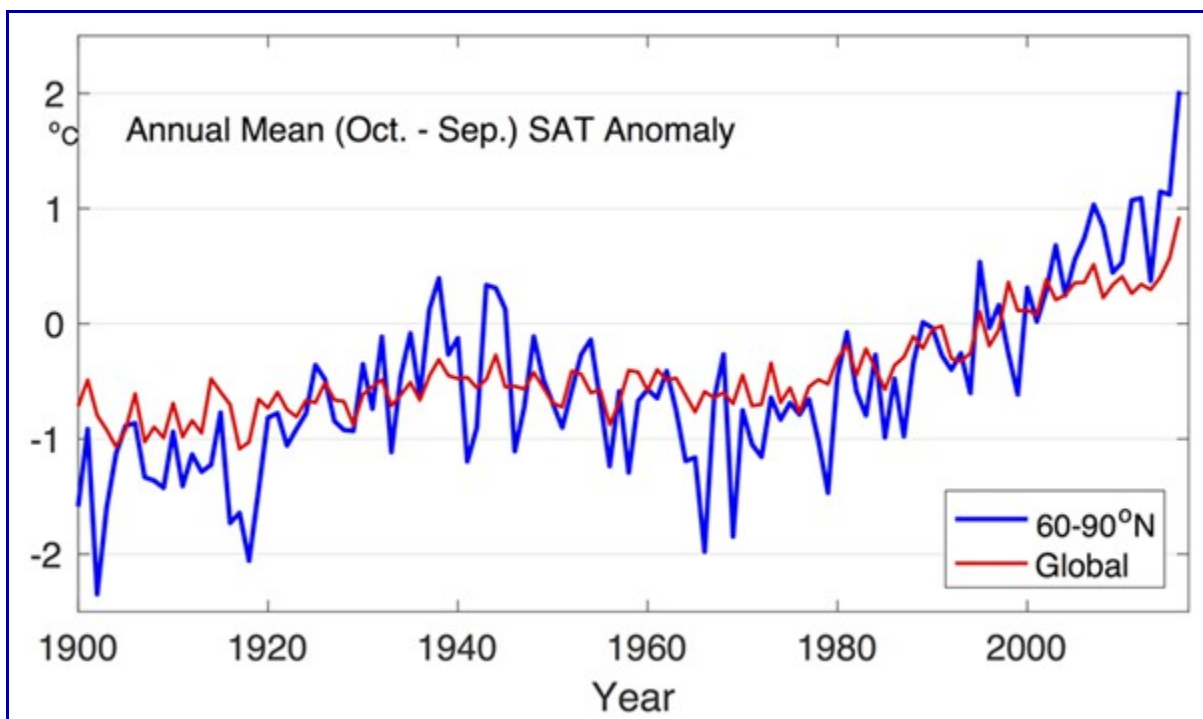
Par Johan Lorck le décembre 18, 2016

Entre octobre 2015 et septembre 2016, l'anomalie de température à la surface des terres situées au-delà de 60° Nord a été de +2,2° C par rapport à la

moyenne 1981-2010, selon le dernier *Arctic Report Card*. C'est de loin la moyenne la plus élevée depuis le début des mesures en 1900. Par rapport au début du XXe siècle, l'augmentation atteint 3,5°C. Des records mensuels de chaleur ont été battus en janvier, février, octobre et novembre 2016, avec de profonds impacts sur l'Arctique.

Tous les ans, l'*Arctic Report Card* permet de faire le point sur l'évolution de l'Arctique, la température, la glace de mer, la couverture neigeuse, le pergélisol et les écosystèmes. Le dernier rapport publié en décembre est le fruit du travail de 61 scientifiques venus de 11 pays différents. Voici les éléments marquants du rapport :

Les températures relevées au cours de l'hiver 2016 (janvier-mars) dépassent très largement le précédent record. Des anomalies de +8°C ont même été relevées dans plusieurs régions au mois de janvier 2016. Outre la tendance de long terme à la réduction de la glace de mer, des conditions atmosphériques particulières expliquent les températures extrêmes avec la prédominance de vents du sud amenant de l'air chaud des latitudes moyennes vers l'Arctique.



Température à la surface des terres arctiques (au nord de 60°N, en bleu) et température globale à la surface des terres (en rouge) pour la période 1900-2016 par rapport à la moyenne 1981-2010. Source : CRUTEM4.

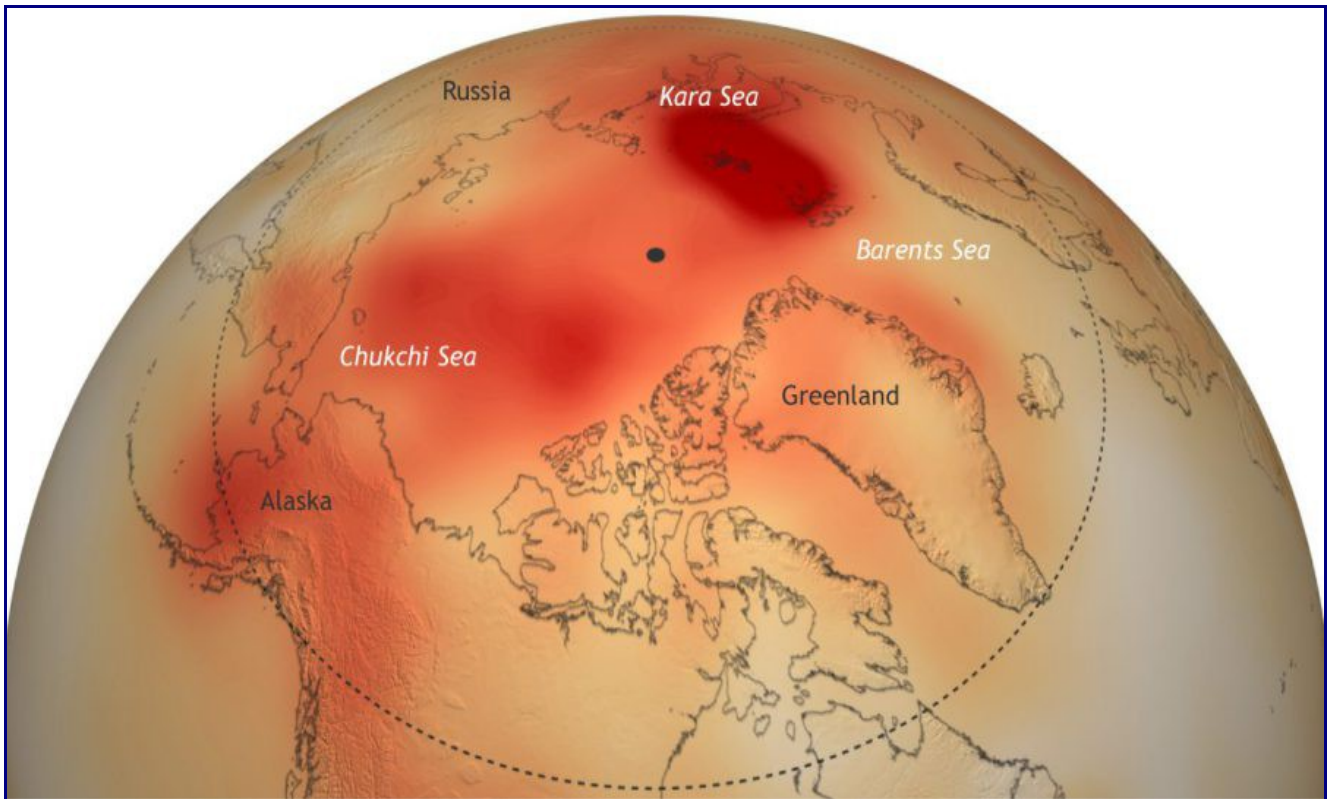
Les températures arctiques continuent ainsi d'augmenter deux fois plus vite que la température globale. Un phénomène appelé amplification Arctique. Les mécanismes de l'amplification Arctique comprennent notamment :

- l'albédo réduit en été en raison de la réduction de la glace de mer et de la couverture de neige,

- l'augmentation de la teneur totale en vapeur d'eau dans l'atmosphère arctique
- une diminution de la nébulosité totale en été et une augmentation en hiver.

Dans le détail, on notera qu'en automne 2015, des anomalies importantes ont été observées sur l'ouest de l'Alaska et le secteur Atlantique dans la mer de Barents, en raison de l'advection d'air chaud venu du sud. Dans la région du Spitzberg (archipel de Svalbard, au nord de la Norvège), les températures moyennes ont été de 4 à 6 ° C au-dessus de la moyenne 1961-90.

L'hiver 2016 (janvier-février-mars) a été marqué par des anomalies extrêmes. Ces températures élevées ont concerné tout l'Arctique, du Pacifique au secteur Atlantique. Pour janvier, l'anomalie de température moyenne à l'échelle de l'Arctique était de 2,0° C au-dessus du précédent record avec localement +8°C. Les écarts les plus importants ont été relevés sur l'Alaska, Svalbard et l'Arctique central. Dans la région du Spitzberg, les températures moyennes hivernales furent de 8 à 11 ° C au-dessus de la moyenne de 1961-90.



Anomalies de températures entre octobre 2015 et septembre 2016. Source : NOAA Climate.gov basé sur la réanalyse NCEP.

Le printemps a été relativement chaud, mais avec des niveaux beaucoup moins extrêmes qu'en hiver. L'été a été marqué par un retour à des conditions neutres.

L'automne 2016 a vu le retour des fortes anomalies positives en Arctique. Sur octobre-novembre, les températures ont été de 6°C plus élevées que la moyenne 1981-2010, avec les écarts les plus importants relevés au nord-ouest du Canada. Des records

de chaleur sur une journée ont été battu dans tout l'Arctique, notamment près de la mer de Kara, au Svalbard, au nord du Canada, avec +14°C au-dessus de la normale.

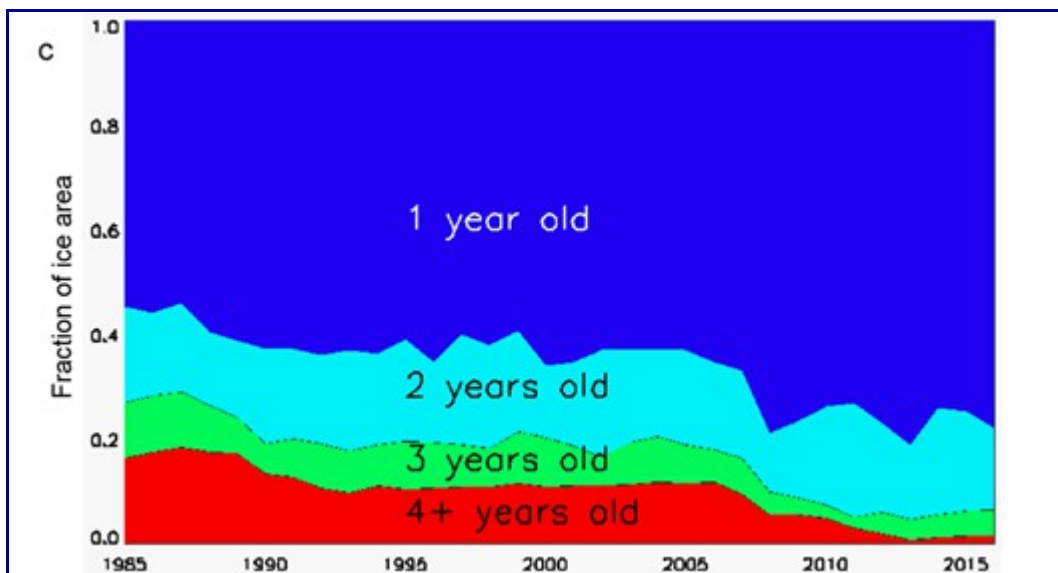
La couverture de neige printanière a été réduite à un niveau record dans l'Arctique nord-américain. L'étendue de la couverture neigeuse est tombée en dessous de 4 millions de km² pour la première fois depuis le début des observations par satellite en 1967.

Au printemps (avril, mai, juin), la couverture neigeuse sur les terres de l'Arctique (Amérique du Nord mais aussi Eurasie) a nettement diminué depuis le début des relevés il y a près de 50 ans, et particulièrement depuis 2005.

La calotte de glace du Groenland a continué à perdre de la masse en 2016, comme elle le fait depuis 2002. Le début de la fonte sur la calotte glaciaire a été le deuxième plus précoce en 37 ans d'observations, proche du record établi en 2012. La surface concernée par la fonte n'a donc pas atteint un niveau record mais elle confirme la tendance observée depuis 1979 avec +15,824 km² par an.

L'extension de la glace de mer Arctique sur la période octobre-novembre 2016 a été la plus faible depuis le début des relevés satellite en 1979. La glace de l'Arctique s'amincit, la glace pluriannuelle comptant maintenant pour 22% du total. 78% de la glace n'a pas plus d'une année d'existence, ce qui la rend plus fragile. En comparaison, la glace multi-annuelle représentait 45% de la couverture glaciaire en 1985.

L'âge de la glace est un indicateur important de l'état de la banquise arctique. La glace ancienne tend à être plus épaisse et donc plus résistante aux forçages atmosphériques et océaniques que la glace jeune.



Evolution âge de la glace depuis 1985. Source : M. Tschudi.

La donnée la plus scrutée est cependant celle du niveau minimum d'extension, qui est atteint habituellement à la fin de l'été : elle a été en 2016 la deuxième plus faible depuis

1979, derrière 2012.

A noter également, un changement du cycle du carbone : dans l'ensemble, la toundra réchauffée libère maintenant plus de carbone dans l'atmosphère qu'elle n'en stocke. Le pergélisol du nord contient deux fois plus de carbone organique que l'atmosphère actuellement. Une fonte du pergélisol aurait un impact important sur le climat de l'Arctique et du reste du globe mais l'ampleur du phénomène est encore incertain.

Le problème de l'énergie derrière l'élection de Trump

Par Gail Tverberg – Le 17 novembre 2016 – Source [Our Finite World](#)



Le problème de l'énergie derrière l'élection de Trump n'est pas celui qui a sauté à l'esprit des gens. Pourtant, c'est un problème énergétique qui conduit à de bas salaires pour de nombreux travailleurs aux États-Unis, et à des taux de chômage élevés dans l'Union européenne. (Des salaires minimums plus élevés tendent à conduire à des taux de chômage plus élevés, des salaires minimums plus bas tendent à conduire à un emploi plus élevé, mais des niveaux de salaires peu satisfaisants pour beaucoup.) Le problème de l'énergie se traduit également par les bas prix du pétrole et d'autres produits.

Pour essayer de résoudre le problème de l'énergie, nous utilisons des approches qui impliquent une complexité croissante, y compris les nouvelles technologies et la mondialisation. Comme nous ajoutons de plus en plus de complexité, ces approches ont tendance à fonctionner de moins en moins bien. En fait, elles peuvent devenir un problème en elles-mêmes, car elles ont tendance à redistribuer la richesse vers le haut de la hiérarchie de l'emploi, et elles augmentent les « frais généraux » pour l'ensemble de l'économie.

Plus bas, j'explique comment des approvisionnements énergétiques inadéquats peuvent apparaître sous forme de salaires bas ou de prix élevés. Fondamentalement, si l'approvisionnement en énergie est insuffisant, les travailleurs ont tendance à être moins productifs parce qu'ils ont moins d'outils ou des outils moins avancés pour travailler. Leur salaire inférieur reflète une productivité plus faible (Diapositive 20). La diapositive 6 offre quelques idées supplémentaires.

L'élection de Trump semble refléter l'effet de refroidissement que nos problèmes énergétiques ont sur l'économie dans son ensemble. Les citoyens sont de plus en plus mécontents de leur situation salariale, et veulent un changement majeur. L'élection de Trump peut au moins temporairement avoir un effet bénéfique, car elle peut travailler dans le sens de la réduction de la complexité.

À long terme, cependant, il est difficile de voir que la politique d'un quelconque élu puisse être en mesure de résoudre nos problèmes d'énergie sous-jacents.

J'ai rédigé cette présentation pour amener la suite, qui peut être téléchargée à ce lien: [Le problème de l'énergie derrière l'élection de Trump](#).

J'ai pensé que ce pourrait être un moyen de rassembler un peu de matériel dans un seul endroit.

Gail Tverberg

Traduit par Hervé, vérifié par Wayan, relu par Nadine pour le Saker Francophone

SOLAIRE : ULTRA COMPÉTITIF...

Patrick Reymond 19 décembre 2016

[NYOUZ2DÉS: totalement faux. Il est rare que je ne suis pas d'accord avec Patrick Reymond mais cette fois-ci je le suis. Il est impossible qu'une ÉNERGIE DIFFUSE (et non une énergie concentrée comme le charbon), qui plus est intermittente, puisse avoir un EROI intéressant. Ce calcul de 7 pour 1 (déjà faible) n'inclut pas un système d'accumulation d'énergie (batteries qui s'usent par exemple et ne sont plus bonnes au bout de 2-3 ans (au plomb) ou 50% de leurs capacités si au lithium au bout de 5 ans) pour les périodes de temps où il ne fait pas (la nuit) ou peu (nuageux) soleil. De plus, ces panneaux solaires sont fabriqués avec des terres rares ou des métaux en voie d'épuisement. Ajoutons que 1) 0,1% de l'énergie dans le monde ne va pas remplacer les 87% que représente les énergies fossiles (sans énergies fossiles il n'y aura pas de solaire) et que 2) l'électricité produite ne remplacera jamais ni le nucléaire, ni l'hydro-électrique, ni le charbon (électrique).]

[Le solaire photovoltaïque](#) est ultra compétitif, désormais, avec un TRE (taux de retour énergétique), ou EROI (energy return on investment), désormais qui bat le pétrole, et écrase et éradique totalement le nucléaire.

Ce taux atteint au plus bas, 7 pour 1 (Finlande), et au plus haut, 14 pour 1 (Sud des USA). Et l'impact du stockage s'avère marginal. Le pétrole, de plus en plus difficile à

récupérer, lui, voit son TRE se dégrader de plus en plus. Son coût est directement incrémenté par sa capacité à dévorer lui même l'énergie.

Le seul inconvénient de cette révolution énergétique, c'est qu'on voit réapparaître les vieilles antiennes : pourquoi économiser l'énergie, alors qu'elle va être illimitée.

C'est simplement oublier que la quasi-totalité du CAC 40 et des autres indices boursiers sont quasiment tous liés, de près ou de loin, à l'énergie.

Toute phase de révolution industrielle a créé des gagnants et des perdants. Et les perdants ne sont que rarement beaux joueurs. Il faut dire qu'ils ne savent rien faire.

De plus, la remise en question des énergies centralisées, redonne au mot démocratie un sens réel. La dime énergétique, aux pétroliers, à EDF, et autres, n'est plus dû, à partir du moment où l'on peut acquérir cette indépendance énergétique. Le double mouvement de réduction des besoins et essor de l'auto-consommation, rend obsolète ces grandes compagnies énergéticiennes, d'abord dans l'électricité, ensuite dans le reste, qui ne savent plus que mendier l'aide des pouvoirs publics, et aligner des pertes sans fins. Et encore, on n'est qu'au début du mouvement.

Pourtant, ils devraient être content. On applique la loi du capitalisme darwinien à l'état pur. Le seul inconvénient, pour eux, c'est qu'ils se pensaient au dessus.

Le capitalisme, c'est aussi se libérer des coûts inutiles, et notamment ceux de la rente.

Aux origines, le fossile n'avait pu prendre difficilement le pas sur le renouvelable, que parce que celui-ci était très frustré. Les moulins à vent, par exemple, ne récupéraient au XVIII^e siècle qu'un pourcentage infime de la force du vent. Aujourd'hui des éoliennes tutoient la loi de Betz (le maximum récupérable est de 16/27), sans doute les constructeurs sont ils un peu optimiste, ou des marseillais qui s'ignorent, mais ils flirtent quand même avec les 50 %.

Lazard, confirme [que le photovoltaïque](#) est moins cher que le nucléaire. Deux fois moins.

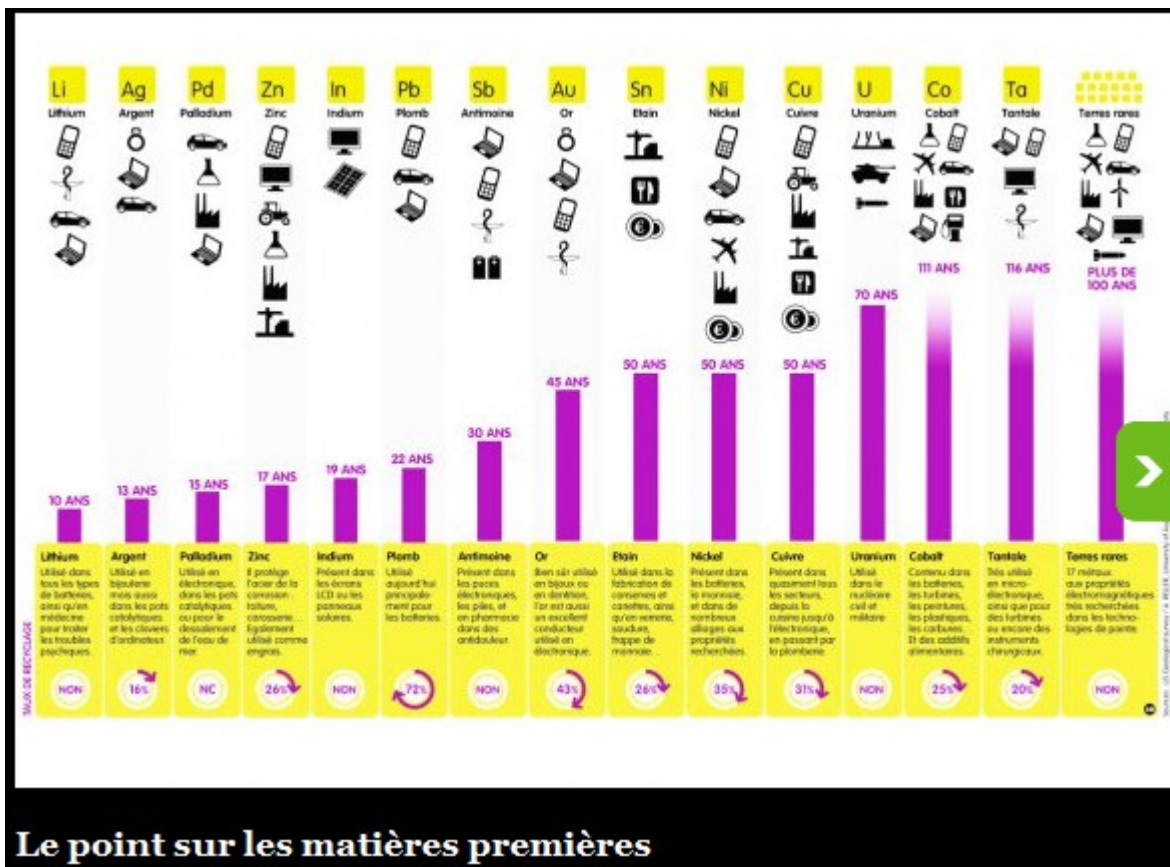
D'une manière générale, le coût du renouvelable s'effondre, pendant que ses performances s'accroissent. Le coût du fossile et du nucléaire, eux, ne cessent de monter. Il faut en tirer les conséquences.

Matières en voie d'extinction

Terra-Eco 26 janvier 2011

[NYOUZ2DÉS: il n'y aura pas de miracle avec le recyclage. Les lois de la thermodynamique nous disent qu'il n'y a presque plus de la matière première au bout de (au mieux) 3 cycles de recyclages. Il y a des pertes à chaque recyclage.] Palladium, zinc, étain, or, argent, cuivre, uranium, platine... C'est la panique sur les minerais dont les réserves s'épuisent. Cette pénurie pourrait affecter toute

l'économie et notre vie.



Quel âge avez-vous ? La vingtaine ? Vous verrez peut-être la fin de l'uranium. La quarantaine ? Vous vivrez l'extinction du nickel et de l'étain ? La soixantaine ? Vous découvrirez une vie sans plomb ni zinc. Le scénario dessiné dans les infographies ci-dessus est basé sur les estimations de l'US Geological Survey, référence mondiale des sciences de la terre. Il projette les estimations des réserves de ces matières et les compare à leur niveau de consommation actuelle. Industrie, électronique, informatique, télécommunications, énergie, agriculture... Tous les pans de l'économie – et de notre vie quotidienne – pourraient, à terme, souffrir de ces pénuries de matières. Certains pays producteurs se frottent les mains, d'autres cherchent des parades. Etat des lieux d'un monde qui découvre que la Terre n'est pas une mine sans fond.

Comment en est-on arrivé là ?

Au cœur de nombreux équipements technologiques – téléphone, ordinateur, aéronautique, automobile... –, ces matières ont connu une exploitation exponentielle ces dernières décennies. Dans les pays occidentaux, la demande s'est nourrie du boom de l'équipement des ménages et de la réduction de la durée de vie de ces objets : un ordinateur « vivait » six ans en moyenne en 1997, deux ans seulement en 2005. De leur côté, les pays émergents, en changeant de mode de vie et de consommation, ont exercé une pression supplémentaire sur ces ressources. Enfin, dernier coup de massue : les technologies vertes – panneaux photovoltaïques, éoliennes, batteries de moteurs électriques, pots catalytiques... – sont, paradoxalement, extrêmement gourmandes en minerais.

Peut-on se fier aux projections ?

C'est LA question qui agite les spécialistes. Pour Lluís Fontboté, responsable du groupe des gisements métallifères à la section des sciences de la terre de l'université de Genève (1), l'annonce d'un « *pic minier* » reste « *totalelement erronée* ». Car selon lui, ces réserves alarmistes « *reflètent en réalité les limites des mesures effectuées par les compagnies minières. Cotées en Bourse, ces sociétés n'ont aucun intérêt à dépenser des dizaines ou centaines de millions de dollars en forages et études géologiques, simplement pour prouver l'existence de réserves plus profondes, moins accessibles, qui seront extraites dans plusieurs décennies* ». Plusieurs experts pensent ainsi que la hausse des cours va favoriser la reprise de l'exploration de sites dans le monde.

Des alternatives sont-elles en cours ?

Dans [son rapport « Les 14 matières critiques pour l'Europe »](#), l'Union insiste fortement sur le recyclage pour tenter de sortir de ce piège. D'autres pays, comme le Japon, se sont lancés dans la recherche et développement. Ainsi, l'université de Tokyo serait sur la voie d'un matériau alternatif au palladium. —

(1) Interview dans *Le Temps* du 21 juillet 2009.

Trump: Le Nouveau Plan Marshall Américain

Dimanche, 18 Décembre 2016



«*Make America Great Again.*» A l'énoncé de ce slogan, la nostalgie des années 50-60 vient automatiquement à l'esprit. Le plein-emploi, les hauts fourneaux sidérurgiques nécessaires à la construction d'infrastructures géantes et aux courbes infinies des Cadillac qui sillonnaient les rues afin d'afficher sa réussite sociale. Une époque où le pétrole plafonnait à 2\$ le baril, où le charbon et le gaz n'en valaient pas autant. Une époque où **King Hubbert** n'avait pas encore découvert le [peak oil](#), où les journaux ne parlaient pas de pollution et de réchauffement climatique.

Pour tenter de réaliser ce rêve, Trump va devoir trouver d'énorme quantité d'énergie et de financement pour alimenter les moteurs de la croissance et de l'emploi. La composition de son cabinet témoigne de cette stratégie.

Jusque dans les années 70, les USA étaient le plus grand producteur mondial de pétrole avant de se faire rattraper par le peak oil. Aujourd'hui, Trump ambitionne d'aller chercher les 50 trillions \$ de pétrole, de gaz et de charbon qui se trouveraient encore dans le sol US, sur les côtes, dans les océans, dans les réserves naturelles ou en Alaska et de sécuriser les importations avec des alliances stratégiques.

Pour se faire le président Trump a choisi Rex Tillerson, le CEO de la plus grande major pétrolière mondiale : ExxonMobil. Son expérience sera précieuse pour convoiter les champs pétroliers non exploités à travers le monde, notamment en Russie. Sur ce terrain,

les américains vont se heurter frontalement aux chinois qui raflent depuis 10 ans toutes opportunités de l'Afrique à l'Amérique du Sud en passant par les USA-eux mêmes.

Drill, baby drill

A l'interne, les Agences de l'Energie et de la Protection de l'Environnement ont été mises dans les mains expertes de Scott Pruitt, un lobbyiste pétrolier et climato sceptique virulent et Rick Perry, gouverneur du très pétrolier Etat du Texas.

Les deux hommes vont s'atteler à détricoter et abolir les réglementations mises en place par Obama afin de permettre l'extraction par tous les moyens des dernières gouttes de pétrole, de gaz et de charbon.

Le président Trump s'appuie sur le monde de la finance.

Le président s'est tout naturellement tourné vers l'institution financière la plus influente dans le monde de l'énergie : Goldman Sachs.

Ainsi Gary Cohn et Steven Mnuchin auront la tâche de rallier les grandes institutions bancaires afin de financer ce Plan Marshall de l'énergie. Toutes les institutions financières américaines devraient jouer le jeu, même si cette année 70 milliards \$ ont été passés dans les comptes "pertes et profits" suite aux faillites dans le schiste et alors que 200 milliards \$ se sont évaporés dans la branche pétrolière US depuis la crise de 2014.

Pour compléter le round d'investissements, les institutions étrangères vont être sollicitées et des coups de pouce devraient provenir des financiers les plus actifs dans ce domaine comme la Deutsche Bank, les français BNP Paribas, Société générale et Crédit agricole.

En Suisse Donald Trump pourra compter sur l'UBS et le Crédit Suisse, acteurs incontournables du schiste et du charbon aux USA, ainsi que sur l'appui inconditionnel et quasi religieux de Jean Studer, Président de la Banque Nationale Suisse (BNS).

La BNS est déjà l'un des plus grand actionnaire mondial d'ExxonMobil. Les **actifs de la Banque dans le charbon et le schiste américain** se chiffrent en milliards \$. Magnifique destin de cet obscur homme politique des montagnes neuchâteloises qui devient l'un des acteur de la politique énergétique de Washington.

Les Révolutions d'Internet et des Energies Renouvelables

Dans sa thèse **de doctorat** de 2008, Vladimir Poutine, soulignait "*l'importance pour la Russie de l'exploitation des ressources pétrolières et gazières afin de restaurer la puissance mondiale du pays*".

En 2002, la **synthèse géostratégique** de Robert Ebel soulignait: «*Le pétrole alimente plus que les automobiles et les avions. Le pétrole alimente la puissance militaire, les*

finances nationales et la politique internationale. Il est déterminant pour le bien-être, la sécurité nationale et la puissance internationale pour ceux qu'il le possède et l'inverse pour ceux qui n'en n'ont pas.»

Ces pensées ne datent que de quelques années, mais elles ont été rattrapées par l'émergence stratégique des nouvelles technologies. Quelque soit la volonté de Washington, les énergies renouvelables gérées par l'internet sont en train de bousculer les certitudes, la géopolitique énergétique et les modèles d'affaires.

Si le balancement des USA se confirme, la place sera ouverte aux nations qui sauront en extraire le potentiel et maîtriser ces technologies. La fenêtre d'opportunité ne pourrait durer que 4 ans, mais nombreux sont ceux qui vont vouloir s'y engouffrer.

Là encore, la Chine ainsi que tous les autres pays qui ne possèdent pas de pétrole, ont toutes les cartes en main pour se profiler. La politique de Trump va offrir de magnifiques opportunités pour prendre la place des entreprises américaines ou pour les accueillir sur notre territoire.

ABSURDE CHAUFFAGE ELECTRIQUE...

Patrick Reymond 18 décembre 2016

[NYOUZ2DÉS: ceux qui disent cela n'explique jamais quelle est l'alternative.]

Pour ceux qui me lisent depuis longtemps, ils savent mon point de vue sur le chauffage électrique classique, à effet joule. Un scandale, un gouffre, destiné à justifier un choix mégalomane d'un nombre injustifié de centrales nucléaires.

Peu cher à l'installation, c'est un gouffre à l'utilisation, et donne une fausse idée du panier énergétique français. 82 millions de TEP (tonnes équivalents pétrole) sont dans "pertes et ajustements", dans le fait que les 2/3 de la production d'une centrale nucléaire ne sert qu'à chauffer l'eau de la rivière...

Tout est dit dans l'article, sur dimensionnement des réseaux, choix coûteux et inutile la plupart du temps. Et qui coûte la moitié de la facture électrique.

Le profiteur étant le promoteur, le bailleur, pour le bailleur, c'est moins évident. Le chauffage électrique est un repoussoir.

La carte des quartiers pourris souvent se calque sur celle du chauffage électrique.

En ce qui concerne la pac (pompe à chaleur), si la réduction des quantités consommées est réelle, cela n'enlève pas le problème de la pointe. On peut prévoir une relève thermique en cas de pointe de température négative, mais le plus souvent, c'est une simple résistance, beaucoup moins chère. Et qui accroît la pointe.

Tout cela était déjà un phénomène global de décadence, que seul un pays riche pouvait se payer.

Mais l'article ne dit pas le problème de la désindustrialisation, dont EDF porte une

écrasante responsabilité. Non contente de fournir des subventions pour les grille-pains, EDF a fourni des subventions écrasantes aux entreprises du secteur privé pour s'équiper en matériel de chauffe électrique.

Dans le cas que j'ai vécu, c'était 110 % du montant hors taxe. C'était une forge de 2000 tonnes. Les mandrins forgés étaient préalablement chauffés dans des fours à gaz, avant d'être saisis par une pince, et forgés. Un four était éteint, et à l'abandon. (ce genre d'équipement ne s'arrête jamais).

C'était un four électrique qui avait fonctionné un mois. Après, les chiffres de la comptabilité analytique étaient tombés. Il coûtait 3 fois le coût d'un four à gaz. Il avait donc été arrêté sans délai. Mais dans cette entreprise, la comptabilité analytique existait... Ailleurs ?

Sur la vallée de l'Ondaine, j'ai fait le compte les années suivantes. Toutes les entreprises industrielles qui avaient déposées le bilan avaient "bénéficié" des largesses de not'bon électricien.

Quelques années plus tard, j'ai fait un audit dans une autre entreprise. On me soufflait que c'était la faute aux effectifs ou au 13^o mois. Mais il y avait aussi une splendide fonderie d'aluminium, subventionnée elle aussi, dont on était très fier.

Sur le moment et rétrospectivement, je suis très fier d'avoir mis le bordel dans cette entreprise en leur révélant le pot aux roses... Eux non plus n'avaient pas de comptabilité analytique... Devant mes dires, une floppée d'ingénieurs se mit à gamberger, calculer et confirmer mes propos... Ils n'avaient pas vu le nez au milieu de la figure.

EDF n'est pas notre amie. C'est une firme, qui, il y a bien longtemps, a fait un investissement indu et surdimensionné, et se charge, depuis, de nous le faire payer.

Petit a parte marrant : dans mon lieu de résidence, not'bon électricien a démarché tout le monde pour nous démontrer les avantages de la pompe à chaleur. Sauf les deux pékins qui avaient des convecteurs.

L'intérêt d'une firme est l'intérêt d'une firme, pas celle du pays, ni celle des consommateurs.

Là aussi, la fuite vers la complexité a été une mauvaise idée. La bonne idée, c'est de ne pas consommer, et d'isoler. D'ailleurs, pour des maisons passives, des constructeurs équipent quand même de convecteurs. Pour rassurer madame, le plus souvent.

[L'humanité pèse 30.000 milliards de tonnes](#)

par [Julien Baldacchino](#) France Inter , Publié le dimanche 11 décembre 2016

Vous connaissez peut-être la notion "d'anthropocène" : elle désigne la nouvelle période géologique inventée pour dire que **désormais l'homme influe sur son milieu au point de le changer de façon irréversible**, c'est-à-dire environ depuis le début de l'ère

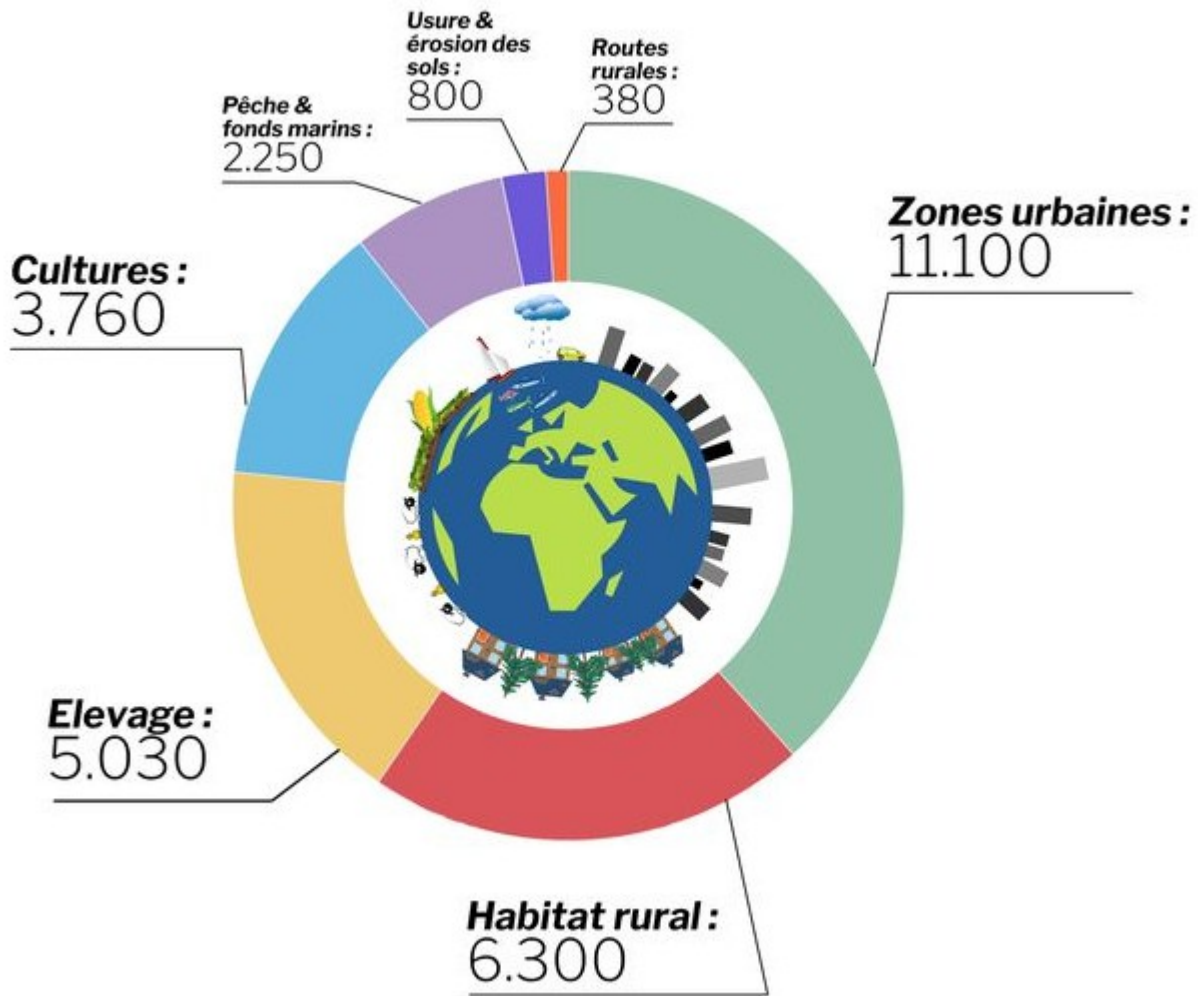
industrielle.



La technosphère est notamment constituée de millions de déchets non recyclables © AFP / Denis Charlet

A ce terme, qui fait maintenant l'unanimité dans la communauté scientifique, vient s'ajouter un autre : la "technosphère", concept créé comme l'anthropocène au début du siècle par le géochimiste russe Vladimir Vernadski. **Ce mot désigne l'impact physique de l'homme sur la planète.** Et il est désormais quantifié : dans un article scientifique publié dans une revue spécialisée anglaise début décembre, des chercheurs du département de géologie de l'université de Leicester établissent que le poids de la technosphère est de 30.000 milliards de tonnes.

Pour survivre, les humains ont désormais besoin de maisons, d'usines, de fermes, de mines, de routes, de voitures, d'aéroports, etc. Tout cela génère des déchets en quantité. Si on additionne toutes ces constructions humaines, on obtient la masse de la technosphère : **30.000 milliards de tonnes, ce qui équivaut à 50kg par mètre carré sur la surface du globe.** Et ce sont les zones urbaines qui sont majoritairement responsables de cette technosphère : elles représentent 11.110 milliards de tonnes.



La part des différents modes de vie dans la technosphère (en milliards de tonnes) © Radio France / Julien Baldacchino

Une évolution rapide de la technosphère

Autre point marquant : la technosphère a grandi très rapidement. Car **alors que la nature sait recycler ses productions, la technosphère en est largement incapable.**

Résultat : ces objets par milliards, ces constructions par millions, s'ils sont ensevelis, **formeront à l'avenir des technofossiles**, une couche géologique que les paléontologues de demain devront étudier et classer, soulignent les chercheurs.

La technosphère est un marqueur incontestable de l'anthropocène. Aujourd'hui, il existe plus d'un milliard d'objets appartenant à cette sphère : **ils sont plus nombreux que le nombre d'espèces vivantes recensées sur Terre !** La technosphère est encore jeune mais évolue à toute vitesse, pour affecter durablement notre planète.

Irrespirable : des villes au bord de l'asphyxie ?

Vidéo de Arte.tv 16 décembre 2016

Chaque jour et durant toute notre vie, nous inspirons 12 kg d'air. Soit une dose nettement supérieure à la quantité journalière d'aliments que nous absorbons. D'où l'importance cruciale de respirer un air propre. Ce qui n'est évidemment pas toujours le cas. Un peu partout, l'air est lourdement chargé en polluants qui peuvent être responsables de maladies, dont le cancer. Premières incriminées, les particules en suspension sont de fines particules solides composées d'un mélange de microparticules qui peuvent flotter dans l'atmosphère pendant des jours et des jours et parcourir de longues distances. Pour écarter tout danger, les experts recommandent un abaissement des valeurs limites applicables et des mesures efficaces.

De Paris à Pékin, la pollution atmosphérique fait déjà des millions de morts par an. Un documentaire important, qui cartographie ses plus graves méfaits à travers le monde.



Irrespirable - Des villes au bord de l'asphyxie de Delphine Prunault (France, 2015, 90min)

3 questions à Delphine Prunault

Depuis votre tournage, quelles sont les avancées notables dans les pays et capitales dans lesquels vous avez tourné le film « Irrespirable » ?

La réaction la plus marquante concerne la capitale indienne. New Delhi, la ville la plus polluée du monde selon l'OMS, a expérimenté durant la première quinzaine de janvier la circulation alternée.

C'est une première et une petite révolution à New Delhi - les contrevenants risquaient

une amende de 30 euros - même si l'impact d'une telle mesure est très modérée compte tenu de l'ampleur des niveaux de pollution et des nombreuses dérogations accordées (femmes seules, les VIP, les deux roues, ...).

Il faut dire que la pression sur la capitale indienne était devenue immense, pointée du doigt par une campagne médiatique sans précédent, relayée par les ONG et surtout la pression des juges de la Cour Suprême.

En décembre, les juges avaient condamné l'inaction du gouvernement avec une phrase choc «Vivre à New Delhi revient à vivre dans une chambre à gaz.»

Les juges ont ainsi ordonné aux camions de payer une taxe écologique pour les contraindre à rentrer le moins possible dans la mégalopole. Ils ont également interdits les immatriculations de véhicules diesel de grosse cylindrée, comme les 4 × 4 et les voitures de luxe.

Le gouvernement central de son côté promet d'accélérer la mise en place des normes EURO 6 pour les voitures en 2020, là aussi c'est un progrès. Mais il reste beaucoup à faire pour pérenniser de telles mesures et surtout, le gouvernement central ne prévoit rien dans les autres grandes villes du pays, les 13 métropoles classées parmi les 20 villes les plus polluées du monde.

Quel bilan pour la Chine qui a déclaré la guerre à la pollution il y a deux ans ?

Le régime de Pékin ne parvient pas à endiguer la menace. La capitale chinoise a même atteint en 2015 un triste record avec 179 jours de pollution. Cela signifie que les Pékinois respirent un air vicié, dangereux pour la santé, près d'un jour sur deux.

Les enquêtes réalisées par l'ONG Greenpeace en Chine, très en pointe sur ce terrain, montrent également que sur 366 grandes villes chinoises étudiées, 80% ne respectaient pas en 2015 les normes nationales de qualité de l'air, des normes qui sont pourtant bien moins sévères qu'en Europe ou aux Etats-Unis.

En cause, les industries lourdes, le trafic automobile et les centrales à charbon. Dans ces villes, Greenpeace a relevé une concentration moyenne de particules fines, les PM2.5, cinq fois supérieure aux recommandations de l'OMS.

Quatre mois après la révélation de l'énorme scandale Volkswagen, les Etats ont-ils réagi à la hauteur de l'enjeu sur le diesel, particulièrement en France ?

Le gouvernement français a mis en place des tests aléatoires de pollution sur les véhicules commercialisés dans le pays. La ministre Ségolène Royal a révélé la semaine dernière que Renault, le constructeur français dont l'Etat est actionnaire dépasse les normes sur plus de 15 000 véhicules (dépassement sur les dioxyde d'azote).

Deux modèles de ses véhicules diesel dépassent de façon importante les normes antipollution en conditions réelles : le Renault Captur et le Renault Espace 5. Les chiffres d'émission indiqués par le constructeur sont nettement inférieurs aux chiffres constatés par les inspecteurs.

Le constructeur a même reconnu que son système de dépollution tendrait à moins bien fonctionner dans certaines conditions de température, notamment en dessous de 17 degrés.

Renault dans le collimateur donc, mais pas de sanction ni d'avertissement prononcés par le gouvernement qui s'est empressé de rappeler qu'il n'y avait pas de logiciel truqueur contrairement à l'affaire Volkswagen. Comme si il n'y avait pas de tricherie ni de mensonge de la part d'un constructeur à ses clients.

Le scandale Volkswagen n'a pas accéléré la mise au ban du diesel. Le gouvernement français a choisi des mesures d'incitation, des aides au remplacement des vieux diesel contre une voiture neuve mais il n'y a pas de plan d'envergure en France pour une sortie progressive du Diesel comme le réclament les organisations environnementales, et les écologistes.

Au niveau européen, les débats sur la mise en place de tests de pollution en conditions réelles de circulation (évoqués par les experts dans le documentaire) sont compliqués entre la commission européenne - très volontariste - et les Etats Membres qui retardent encore le processus. La nouvelle procédure est censée entrer en vigueur en 2017. Il n'y a aucune garantie que cela soit le cas. Le scandale Volkswagen aurait pu au contraire faire espérer une accélération de cette mise en oeuvre.

SECTION ÉCONOMIE

Alerte: les indices viennent d'atteindre un niveau jamais observé depuis les bulles de 1929, 2000 et 2007

Michael Snyder Le 19 Décembre 2016



Est-ce que cette bulle financière qui a connu une croissance rapide depuis que Donald Trump a remporté l'élection présidentielle américaine implosera soudainement une fois qu'il prendra ses fonctions ?

Sommes nous à l'aube d'un effondrement financier dont la responsabilité sera

entièrement attribuée à Donald Trump ? Hier, je partageais mon opinion sur l'incroyable euphorie à laquelle nous assistons depuis la victoire surprise de Donald Trump, le 8 Novembre 2016. Le dollar américain s'est envolé, les entreprises annoncent qu'elles relocalisent des emplois aux Etats-Unis, et nous assistons sans doute à la plus importante hausse boursière post-électorale de toute l'histoire de Wall Street. En fait, le Dow Jones, le Nasdaq et le S&P 500 viennent tous de battre encore de nouveaux sommets historiques jeudi. Ce à quoi nous assistons actuellement est absolument sans précédent, et beaucoup de gens pensent que cette période d'euphorie n'est pas prête de s'arrêter alors que nous nous dirigeons vers 2017.

LIEN: Béchade: Nous sommes vraiment dans « LA PLUS GROSSE ET LA PLUS EXTRÊME BULLE DE L'HISTOIRE »

Ce qui m'a le plus surpris, ce fut d'apprendre de combien avaient progressé les actions des plus grandes banques de Wall Street. Ce n'est pas un secret de dire que les banques ont versé une énorme quantité d'argent dans la campagne d'Hillary Clinton, et que Donald Trump avait dit les pires choses sur elles jusqu'au jour de l'élection.

Donc, n'importe qui aurait pensé que ce n'était pas particulièrement une bonne nouvelle pour les banques que Donald Trump ait remporté l'élection présidentielle américaine. Cependant, il semble que nous vivons dans un « monde bizarre » actuellement, et à bien des égards les choses se passent exactement dans le sens contraire de ce à quoi nous nous attendions. Depuis la victoire de Donald Trump, toutes les actions des grandes banques américaines se sont envolées...



Les valeurs financières en particulier ont bondi littéralement. Citigroup (C) et JPMorgan Chase (JPM) sont en hausse de 20% depuis que Donald Trump a remporté l'élection présidentielle américaine face à Hillary Clinton – alors qu'elles étaient à la traîne!

Morgan Stanley (MS) a gagné plus de 25%. Idem pour la banque Wells Fargo (WFC) en difficulté, et ce malgré les retombées liées à la création de comptes bancaires fictifs au nom de clients à leur insu. Bank of America (BAC) a augmenté de plus de 30%.

Mais la banque qui en a profité le plus, c'est la Goldman Sachs. D'une part, le cours de son action s'est aussi envolée et d'autre part, les deux prochains secrétaires au Trésor américain seront Steven Mnuchin, ancien dirigeant de la Goldman Sachs et Steve Bannon ancien banquier de cette même banque et stratège en chef de Donald Trump lors de l'élection présidentielle américaine.

Mais sincèrement, l'envolée du cours de ces valeurs bancaires est-elle justifiée face aux fondamentaux ?

Bien sûr que non, mais lors de périodes d'euphorie, les fondamentaux n'ont plus vraiment d'importance. Les actions étaient déjà incroyablement surévalués avant l'élection, mais alors depuis, c'est devenu complètement délirant.

Plus tôt aujourd'hui, [un article de CNBC a signalé que le PER des actions n'avait été supérieur à celui d'aujourd'hui qu'à 3 reprises de toute l'histoire de Wall street...](#)

LIEN: PER: La valorisation des indices est totalement déconnectée des réalités économiques

« Selon la méthode du prix Nobel d'économie Robert Shiller qui a développé l'indicateur CAPE (cyclically adjusted price to earnings) ou PER de Shiller, qui correspond à la capitalisation boursière rapportée aux bénéfices, ajustés de l'impact du cycle économique, eh bien cet indicateur vient d'atteindre un sommet puisqu'il valorise maintenant plus de 27 fois les bénéfices et ce niveau n'a été dépassé uniquement qu'en 1929, en l'an 2000 lors de la bulle internet et en 2007 lors de la bulle immobilière et financière ». Voilà ce qu'a écrit Alan Newman dans sa lettre boursière à la fin du mois de Novembre.

Newman a expliqué que même si les marchés ont augmenté de 10 % sur le programme politique de Trump « nous sommes toujours dans la même situation, avec un marché littéralement surévalué. »

Et bien entendu, pour chacune de ces trois bulles, les marchés boursiers s'étaient ensuite effondrés.

Alors, allons-nous assister à un énorme effondrement dès le début de l'année 2017 ?

Certains pensent que tout ceci est délibérément orchestrée. Par exemple, Mike Adams du site « Natural News » estime que [« les marchés vont délibérément s'effondrer sous la présidence de Donald Trump »](#)...



Pour l'instant, le marché boursier américain est en pleine progression, avec un Dow Jones qui se rapproche des 20.000 points, ce qui représente un niveau complètement délirant.

Aujourd'hui, les fondamentaux économiques ne peuvent ni expliquer, ni soutenir ce seuil des 20.000 points sur le Dow Jones, mais les fondamentaux ne veulent plus rien dire depuis longtemps, dans un monde financier inondé de tombereaux de liquidités, reposant sur des modèles économiques utopiques qui se révéleront stupides très bientôt aux yeux de tous à défaut de créer de la richesse.

Aujourd'hui, je vais partager avec vous ce que je pense avec une certitude absolue: Les marchés qui semblent dorénavant défier les lois de la gravité, vont délibérément s'effondrer sous la présidence de Donald Trump pour toutes ces raisons évidentes. Nous assisterons alors à un chaos financier sans précédent: Les investisseurs sauteront du haut de grands buildings, les banques étendront les périodes de gel sur les transactions financières, et les retraités en Californie seront obligés de se retrousser les manches lorsqu'ils découvriront que leurs fonds de pension se sont tout simplement vaporisés à cause de bureaucrates incompetents.

D'autre part, il y en a d'autres qui croient que Trump arrive au plus mauvais moment et qu'un effondrement est inévitable, et ce peu importe le président qui prendrait sa place.

L'histoire nous enseigne que les marchés actions ne pourront pas rester indéfiniment à de tels niveaux irrationnels. Mais pour l'instant une vague d'optimisme déferle sur la nation américaine, et beaucoup de ceux qui se laissent emporter par elle, tomberont rapidement en colère contre vous si vous essayez de leur injecter une dose de réalité durant une conversation.

LIEN: [Alerte: Préparez-vous à un krach boursier sévère, avertit HSBC](#)

LIEN: [Marc Faber: Un Gigantesque Krach Boursier de plus de 50%, devient de plus en plus probable.](#)

Mais **comme je l'ai expliqué hier**, espérons que les optimistes aient raison. Récemment, un sondage a été effectué **auprès de 600 dirigeants d'entreprises**, et il a révélé que 62% d'entre eux étaient optimistes quant à la situation économique américaine pour les

12 prochains mois.

Aussi incroyable que cela puisse paraître, ce pourcentage se situait à 38% seulement au trimestre précédent.

Pour le moment, les chefs d'entreprise semblent être très satisfaits d'avoir maintenant un chef d'entreprise à la Maison Blanche.

Espérons que l'expérience acquise par Donald Trump dans le milieu des affaires se traduira à nouveau en réussite à son nouveau poste. Et j'espère sincèrement qu'il aura autant de succès que possible.

Mais rappelez vous que même lors de la campagne à l'élection présidentielle américaine, Donald Trump avait expliqué que les actions évoluaient déjà au sein d'une énorme bulle, or l'euphorie à laquelle nous assistons sur les marchés depuis sa victoire électorale vient de rendre cette énorme bulle encore plus grosse qu'elle ne l'était précédemment.

Tout au long de l'histoire américaine, à chaque énorme bulle financière, ça c'est toujours très mal terminé, et cette fois-ci aussi, ça ne fera pas exception.

Lorsque la crise éclatera, toute la responsabilité sera rejetée sur Donald Trump, mais la vérité, c'est que toute cette crise qui se profile découle de décisions irresponsables qui ont été prises il y a très, très longtemps déjà.

Source: theeconomiccollapseblog

Dépréciation monétaire, chaos économique et envolée de l'argent à 1000 dollars l'once

Egon Von Greyerz KingWorldNews Le 17 Décembre 2016



Alors que nous assistons à une envolée des taux d'intérêt, aujourd'hui l'homme qui est devenu une légende pour ses anticipations de quantitative Easing (*Planche à billets*), dans les fluctuations des devises et sur des événements mondiaux majeurs vient d'évoquer sur kingworldnews, le chaos mondial qui se profile ainsi que l'envolée du cours de l'argent vers les 1000 dollars l'once.

Egon von Greyerz: Je vous garantis que dans les prochaines années, nous aurons de l'inflation, de la stagflation, de l'hyper-inflation et de la déflation. Et beaucoup de ces phénomènes se produiront simultanément. Actuellement nous vivons une énorme inflation monétaire combinée à celle des actifs. Ces dernières années, le système

bancaire en difficulté a profité de la croissance du crédit et de l'impression monétaire, sans que cela ne touche les prix à la consommation et par conséquent, on ne constate pas d'inflation dans les prix. En 2017, la vitesse de circulation de la monnaie pourrait augmenter, amenant la stagflation, ce qui correspond à une hausse des prix sans qu'il y ait de croissance. Mais étant donné que les problèmes au sein du système financier s'aggravent, avoir de l'hyperinflation dans la plupart des grandes économies est pratiquement certain. Il est évident que l'énorme accumulation de dettes et de produits dérivés au cours de ces 25 dernières années conduiront à coup sûr à ce que les gouvernements impriment des quantités illimitées d'argent afin d'essayer de sauver le système financier d'un effondrement inévitable...

LIEN: [Charles Gave: Les dettes ne seront jamais remboursées et le système bancaire italien est en faillite !](#)

Ce qui est arrivé au système bancaire italien durant ces dernières années fait passer les Médicis pour des saints. La mauvaise gestion et la corruption ont conduit les banques italiennes à l'insolvabilité. Nous avons le même problème en Grèce, en Espagne, au Portugal, en France, en Allemagne, etc.... **J'en ai parlé dans mon dernier article la semaine dernière.**

Mais attention, ces problèmes ne se limitent pas uniquement à l'Europe. Les banques japonaises et chinoises seront soumises aux mêmes pressions et il en sera de même à la fois pour le système financier américain et pour les marchés émergents. La dernière crise financière a démarré en 2006. Depuis, la dette mondiale est passée de 140.000 milliards de dollars à environ 240.000 milliards de dollars. Cet endettement supplémentaire de 100.000 milliards de dollars aurait déjà dû engendrer une hyperinflation massive. Au lieu de cela, toutes les banques centrales se plaignent de déflation et font tout ce qu'elles peuvent pour créer de l'inflation. Cette idée que l'inflation est bonne pour l'économie est fautive. En réalité, l'inflation est une maladie qui conduit à la destruction de la monnaie et de l'épargne.

Les banquiers centraux sont totalement perdus et n'ont rien trouvé d'autre que de s'endetter toujours plus en imprimant de la monnaie de façon illimitée afin de tenter de sauver un système financier qui va droit dans le mur. Essayer de résoudre un problème en utilisant les mêmes méthodes qui en sont à l'origine ne peut pas fonctionner, cette voie là est vouée à l'échec. Et c'est ce qui va se passer dans les prochaines années et cela va très probablement commencer dès 2017. Lorsqu'une période d'hyperinflation commence, elle a tendance à s'accélérer très rapidement et cet épisode pourrait durer de 2 à 4 années, jusqu'à ce que l'impression monétaire devienne totalement inutile. L'Hyperinflation impacte principalement les biens et services. En termes réels, tous les actifs qui ont été financés par la bulle du crédit finiront par implorer. Lorsque les dettes imploseront, les banques feront faillite. Cet hyperinflation débouchera vers une implosion déflationniste lorsque tous les prix baisseront en même temps que la masse monétaire. Ce sera une période apocalyptique pour le monde entier, car pendant une

période, il n’y aura plus de monnaie et la plupart des gens devront se mettre au troc.

LIEN: [L'économie mondiale est en feu – Les banques centrales ne savent pas comment éteindre l'incendie](#)

LIEN: [Egon Von Greyerz: Les gens vont tout perdre et les conséquences seront dévastatrices](#)

Au cours de cette période d’hyperinflation, l’Or atteindra des niveaux inimaginables par rapport à la valeur de la monnaie papier comme durant la république de Weimar:

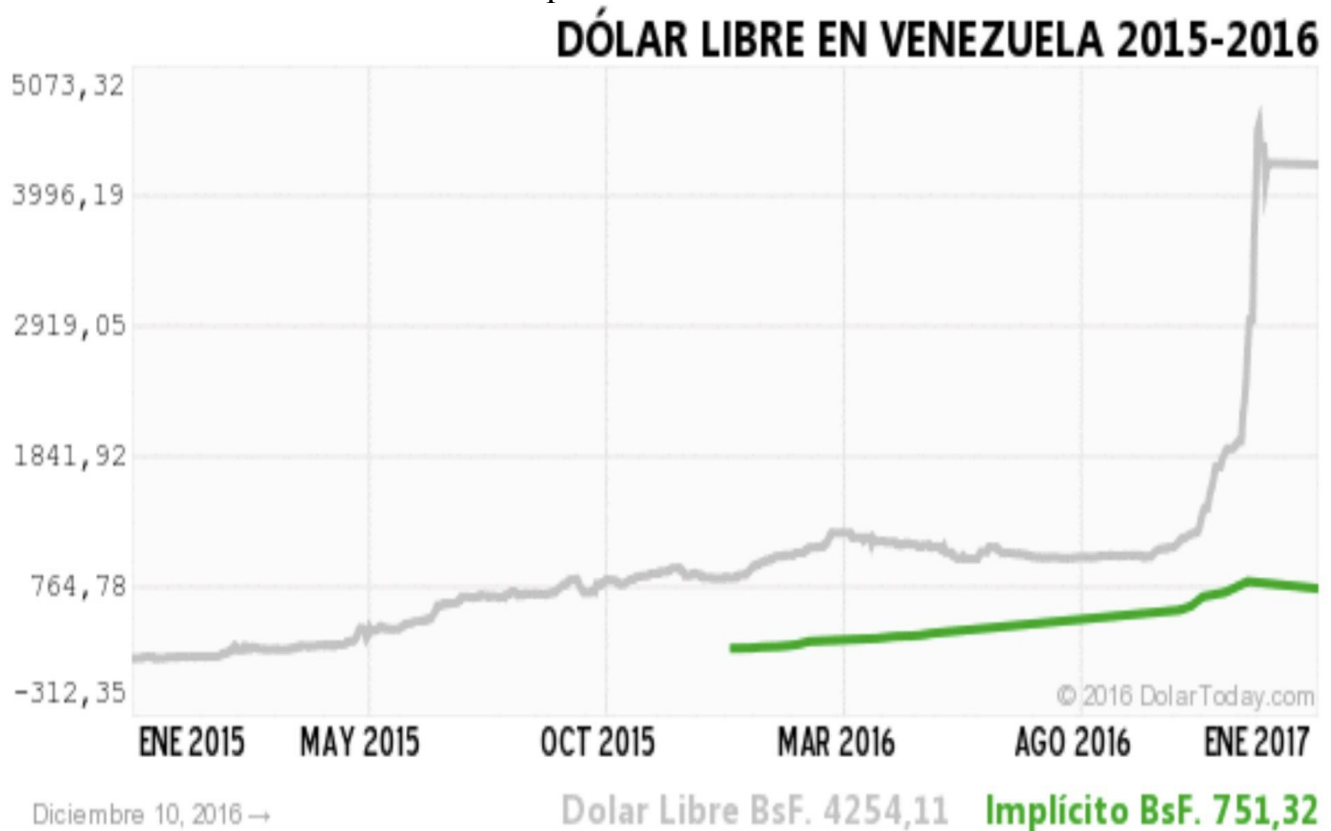
Durant la République de Weimar, le cours de l’once d’Or est passé de 170 marks en janvier 1919 à 87.000 milliards de marks au 30 Novembre 1923

Date:	German Marks needed to buy one ounce of gold
Jan 1919.....	170.00
Sept 1919.....	499.00
Jan 1920.....	1,340.00
Sept 1920.....	1,201.00
Jan 1921.....	1,349.00
Sept 1921.....	2,175.00
Jan 1922.....	3,976.00
Sept 1922.....	30,381.00
Jan 1923.....	372,477.00
Sept 1923.....	269,439,000.00
Oct 2, 1923.....	6,631,749,000.00
Oct 9, 1923.....	24,868,950,000.00
Oct 16, 1923.....	84,969,072,000.00
Oct 23, 1923.....	1,160,552,882,000.00
Oct 30, 1923.....	1,347,070,000,000.00
Nov 5, 1923.....	8,700,000,000,000.00
Nov 30, 1923.....	87,000,000,000,000.00

Lorsqu’un épisode d’hyperinflation touche à sa fin, c’est le moment où l’implosion déflationniste démarre, et que le cours de l’Or atteint des sommets vertigineux. Etant donné que cette période risque d’être longue sans qu’il y ait aucune monnaie papier dans de nombreux pays, l’Or deviendra la seule réelle monnaie et sera donc très très appréciée par rapport à la chute rapide des prix.

Bien qu’il n’y ait aucun signe d’hyperinflation dans toutes les grandes économies, il y a des pays comme l’Argentine et le Venezuela où c’est déjà le cas. Le Bolivar vénézuélien s’est totalement effondré depuis 2011. En Août 2012, il fallait 10 bolivars pour un seul dollar. Aujourd’hui, sur le marché noir, il faut 4.250 bolivars pour un seul dollar. A la mi-2015, il fallait 700 bolivars pour un seul dollar et aujourd’hui, le dollar a vu sa valeur multipliée par 6 à 4.250 bolivars. Depuis août 2012, le taux d’inflation mensuel a

été de 16%. Comme le montre le graphique ci-dessous, la chute du Bolivar face à la hausse du dollar est maintenant exponentielle.



En 2012, une once d'or permettait d'obtenir 17.000 bolivars. Aujourd'hui, la même once d'Or équivaut à 5 millions de bolivars. A votre avis, est-ce le signe précurseur de ce qu'il va se passer dans de nombreuses grandes économies au cours des prochaines années ?

Comme je l'ai préconisé depuis 2002, l'Or est le meilleur moyen de préserver son capital et de se prémunir face à l'effondrement à venir des monnaies papier, et du système financier. Nous avons conseillé à nos clients de détenir de l'Or plutôt que de l'argent à des fins de préservation du patrimoine. La volatilité de l'argent l'a rendu inadapté pour des investisseurs ordinaires. En 2001, l'argent était à 4 dollars l'once, en février 2008, il avait atteint 21 dollars l'once et en août 2008 l'argent était retombé à 8 dollars l'once. Puis retour à 50 dollars l'once en Avril 2011 pour retomber à nouveau précipitamment à moins de 14 dollars l'once en Décembre 2015. Pour tous ceux qui cherchent à se faire peur sur les montagnes russes, l'argent est le meilleur actif pour cela, car ces énormes fluctuations donneront de fortes suées aux investisseurs. Parce que l'argent est aussi beaucoup plus lourd par rapport à sa valeur, il est moins facile à stocker et à transporter. En outre, il y a une TVA (taxe sur la valeur ajoutée) sur l'argent en Europe, bien que cela puisse être légalement évité en le stockant dans des coffres externalisés.



Mais le ratio entre le risque et les bénéfices qu'offre l'argent a évolué au début de l'année 2016. L'Argent a maintenant atteint un point où par rapport à l'or, il devient une excellente valeur. Ce qui est particulièrement intéressant, c'est que l'argent est maintenant en mesure de progresser deux fois plus vite que l'or.

Le graphique représentant le ratio Or/Argent ci-dessous, montre comment il a atteint à 4 reprises un sommet durant les 20 dernières années en tutoyant voire en franchissant le seuil des 80 (*A ce niveau, le cours de L'Or vaut 80 fois celui de l'argent*). La dernière fois que ce niveau avait été atteint, c'était en Février 2016. Depuis, le ratio est tombé à 68, mais ce n'est que le début. Il est probable que nous assistions à une correction majeure de ce ratio, et il pourrait baisser jusqu'à 30, ce que nous avons vu en 2011 lorsque le prix de l'argent avait atteint 50 dollars l'once.

d'or ont été extraites dans l'histoire et la quasi-totalité de cette quantité est toujours là, sous une forme ou une autre. Mais, ce n'est pas le cas avec l'argent. Il n'y a pas d'importantes réserves d'argent à travers le monde. Près de 60% de l'argent produit est consommé, le reste va dans l'argenterie, les bijoux et dans l'investissement. Les banques centrales ne détiennent pas de stocks d'argent. La production mondiale annuelle d'argent est de 27.000 tonnes, à 17 dollars l'once seulement, cela équivaut à 15 milliards de dollars.

A titre de comparaison, la production mondiale annuelle des mines d'Or représente 114 milliards de dollars. Plus d'argent a été consommé dans le monde que ce qui a été produit depuis un certain nombre d'années. La demande d'investissement à des fins de placement pour l'argent est de seulement 2,5 milliards de dollars par an. La taille totale du marché de l'argent est minuscule par rapport aux actifs financiers mondiaux. **Voilà pourquoi il est été très facile pour la Deutsche Bank, pour UBS, pour la Barclays et pour quelques autres banques de manipuler ce marché.** La Deutsche Bank a admis avoir manipulé le marché de l'argent, mais comme ils ont mis en cause un certain nombre d'autres banques, on est pas près de voir la fin de cette histoire, qui va certainement se propager aussi au marché de l'or.

Le ratio or/argent indique que la manipulation pourrait bientôt toucher à sa fin et cela conduira à une augmentation de la demande physique. Du coup, Cela mettra le marché de l'argent papier (ETF argent) (positions vendeuses) sous forte pression. Comme la demande physique augmente, le prix de l'argent va augmenter rapidement. Même aujourd'hui, il est difficile de trouver de grandes quantités d'argent physique, et lorsque le cours va augmenter, vous ne trouverez plus d'argent métal au niveau des cours actuels. Toute augmentation de la demande ne sera satisfaite que par des prix sensiblement plus élevés.

Comme pour l'Or, l'Argent ne doit pas être acheté à des fins spéculatives, mais pour le long terme dans le souci de protéger son patrimoine. En raison de la volatilité de l'argent, en détenir entre 15 et 25% par rapport à l'ensemble des ses avoirs est selon nous, le bon niveau pour ce métal précieux. Pour tous ceux qui ne détiennent pas d'argent, je pense que c'est maintenant un excellent moment pour acheter de l'argent physique au prix actuel que vous n'êtes sans doute pas près de revoir avant que son cours ne s'envole.

LA CHUTE DE LA CIVILISATION INDUSTRIELLE EN IMAGES



François-Xavier Chauchat: « Je n'écarte pas un scénario de krach obligataire en 2017 ! »

Publié le 16 décembre 2016 à 17:00:54 par Tiger54 / 18 commentaires / 2061 Vues

François-Xavier Chauchat, économiste chez Dorval AM, réagit à la hausse de taux de la Fed. Ecorama du 15 décembre 2016 présenté par David Jacquot, sur Boursorama.... Lire la suite



Etats-Unis: les mises en chantier de logements ont chuté de 18,7% en novembre

Publié le 18 décembre 2016 à 17:13:40 par Tiger54 / 1 commentaire / 632 Vues

Les mises en chantier de logements aux Etats-Unis ont accusé en novembre une baisse de 18,7% à 1,09 million en rythme annualisé, un repli plus marqué qu'attendu,... Lire la suite



Jason Goepfert: USA: L'euphorie dans le bâtiment a toujours précédé un « effondrement majeur » de l'économie.

Publié le 18 décembre 2016 à 17:20:17 par Tiger54 / 1 commentaire / 1913 Vues

Alors que l'incertitude persiste plus que jamais sur les marchés financiers, que le rendement des obligations a fortement augmenté et que le dollar américain... Lire la suite



Alerte: les indices viennent d'atteindre un niveau jamais observé depuis les bulles de 1929, 2000 et 2007

Publié le 19 décembre 2016 à 01:18:01 par Tiger54 / 23 commentaires / 3276 Vues

Est-ce que cette bulle financière qui a connu une croissance rapide depuis que Donald Trump a remporté l'élection présidentielle américaine implosera soudainement... Lire la suite



Delamarche: En Europe, les carottes sont cuites, on a pas de croissance et on n'en aura pas plus l'année prochaine

Publié le 19 décembre 2016 à 13:53:36 par Tiger54 / 0 commentaire / 371 Vues

Le face à face a opposé Olivier Delamarche, associé et gérant de Platinum Gestion, membre fondateur des Econoclastes, et Patrice Gautry, chef économiste chez Union... Lire la suite

L'effondrement silencieux du marché obligataire se poursuit

Rédigé le 19 décembre 2016 par Simone Wapler

Comme vous le savez, les choses sérieuses se passent sur les marchés obligataires. C'est là que se trouvent les investisseurs professionnels qui ont de l'épargne (l'argent confié par d'autres) à gérer et à qui ces mêmes épargnants demandent des comptes.

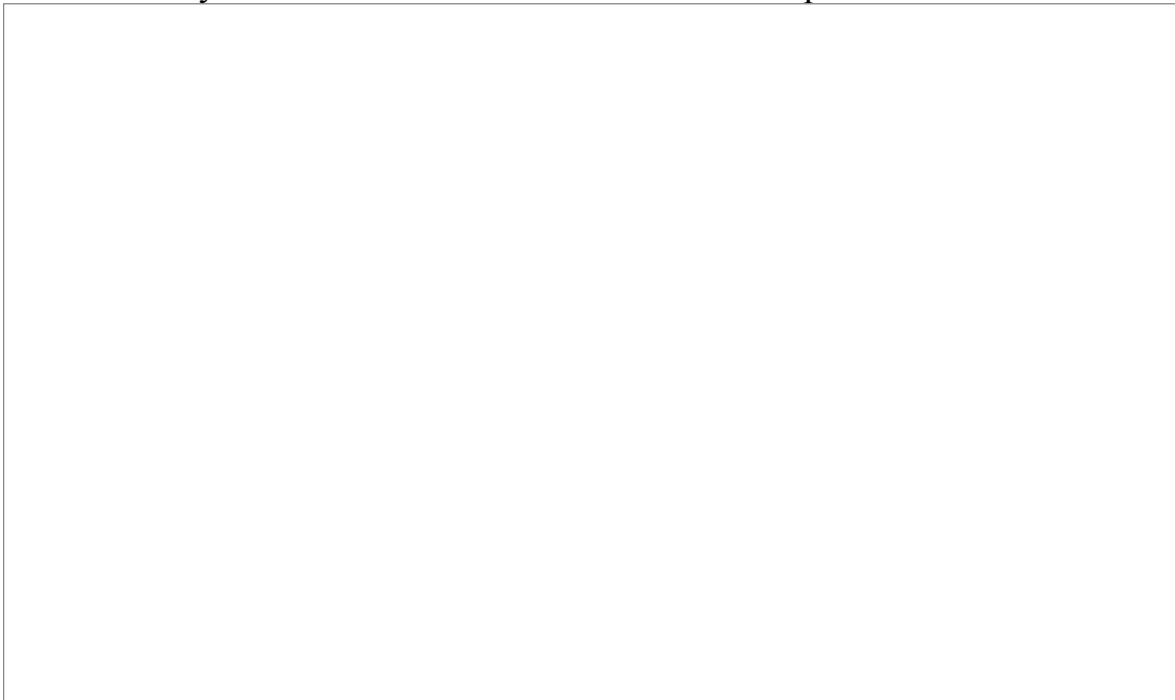
Imaginez un casino. A l'entrée se trouvent des machines à sous où s'amuse de « petits joueurs » qui ne misent pas gros et n'ont pas gros à perdre. C'est dans les salles les plus lointaines que les fortunes se font et se défont, aux tables de baccara et de roulette.

Lorsque vous pénétrez dans le casino, c'est le clinquant et le bruit des machines à sous que vous percevez d'abord. Cela c'est les marchés actions. Les salles feutrées du fond sont celles des marchés obligataires. La plupart des commentateurs financiers s'arrêtent au clinquant de l'entrée et ne vous emmènent pas voir les salles du fond.

Je vous propose aujourd'hui de pénétrer dans ces salles feutrées.

1 500 milliards de dollars viennent d'y être perdus...

Janet Yellen n'y est pour rien mais le marché obligataire poursuit sa chute. Voici l'allure de l'indice Barclays Global Investors Bond Index Fund depuis un an.



Evolution de l'indice Barclays Global Investors Bond Index Fund sur 1 an

Les « taux directeurs » n'intéressent que les banquiers. Ils ne font que définir le prix auquel les banques ont le droit de créer du crédit, de la monnaie.

En revanche, les rendements des marchés obligataires définissent les rendements de l'épargne.

Le marché obligataire fonctionne comme l'immobilier. Si l'immobilier se renchérit, le rendement locatif baisse. Inversement, si les prix chutent, le rendement locatif monte.

Supposez que vous ayez un bien immobilier acquis il y a un certain temps dont le rendement locatif soit de 3%. Sur le marché actuellement, vous trouvez des rendements locatifs de 6% car la pierre a baissé. Qui voudra vous acheter votre bien immobilier occupé au prix où vous l'avez payé ?

Lorsque le prix des obligations baisse leurs rendements montent. Et si vous avez une vieille obligation et que vous voulez la vendre vous devrez la revendre à perte,

exactement comme pour l'immobilier.

Conservez à l'esprit que cette chute du prix des obligations se produit alors même que la Banque centrale européenne, la Banque du Japon, la Banque d'Angleterre, la Banque de Chine sont toutes engagées dans des opérations de rachat ayant pour objet, justement, de faire baisser les rendements !

Le bain de sang du marché obligataire mondial est tel que, la semaine dernière, les autorités chinoises ont suspendu le marché obligataire.

Les professionnels qui interviennent sur le marché obligataire sont comme des foncières ou des trusts immobiliers : en principe, ils conservent leurs biens et payent les souscripteurs avec les revenus (loyers). Les pertes dont nous parlons ne sont encore que « latentes », elles n'apparaissent pas dans les bilans des assureurs ou des banques. Qui n'a pas vendu n'a pas perdu, Madame Michu !

Mais, bien sûr, il y a un problème...

Les souscripteurs vont recevoir des clopinettes puisque les rendements des portefeuilles obligataires actuels sont quasi-nuls. Et ces mêmes souscripteurs voient par ailleurs les rendements augmenter.

Supposez que vous voyiez les loyers monter partout et qu'en tant que porteur d'une part d'un fonds immobilier on vous verse royalement 0%...

« Nous voulons plus ! » vont clamer les souscripteurs.

Mais vendre signifie, pour le gestionnaire de fonds matérialiser des pertes. Les pertes ne sont plus « latentes », elles deviennent alors réelles.

Et les vrais ennuis commencent...

Quand allons-nous passer des « pertes latentes » aux pertes déclarées ? Dès que les gens voudront reprendre leurs jetons. D'où la dernière brillante idée du législateur en France : leur interdire de reprendre leurs jetons. C'est tout l'enjeu des dispositions de la loi Sapin concernant l'assurance-vie.

Plus d'infos sur : <http://la-chronique-agera.com/leffondrement-silencieux-marche-obligataire-se-poursuit/>
Copyright © Publications Agora

Des devises de plus en plus factices

Rédigé le 19 décembre 2016 par Bill Bonner

L'un de nos frères est agent immobilier en Virginie. La semaine dernière, il accueillait un groupe de visiteurs chinois.

« Que font les Chinois dans la campagne virginienne ? » nous sommes-nous demandé.

La réponse était dans le New York Times. Il s'agit...

« ... d'une partie de l'exode de richesse quittant le pays, les citoyens de Chine cherchant à se diversifier durant une période d'inquiétude sur le ralentissement de l'économie et les défis croissants du pays en matière politique et sociale. Mais la Chine restreint sévèrement le flux d'argent hors du pays »...

Désastre monétaire

On dirait que tout le monde veut se débarrasser de sa propre devise pour se positionner sur une autre — en particulier le dollar.

Une bonne partie de cet argent réfugié termine dans l'immobilier. Contrairement aux banquiers, les agents immobiliers ne posent pas de question. « Montrez-moi l'argent », c'est tout ce qu'ils disent.

Manhattan, Los Angeles, Miami et San Francisco — et même la Virginie — sont rachetés par des étrangers souhaitant se protéger de leur propre argent factice.

Parallèlement, un ami en Inde commente la récente décision du gouvernement du pays d'interdire les gros billets :

« Que se passe-t-il lorsqu'on retire 86% de la devise dans une économie où le cash représente plus de 90% de toutes les transactions ?

Où des centaines de millions de gens n'ont pas accès aux cartes de crédit ou de débit, et n'ont jamais possédé de smartphone — ou ne sont pas assez alphabétisés pour utiliser ces 'objets essentiels de la vie moderne' ?

Et comment mesurer la perte de productivité de 100 millions de personnes, selon les estimations, faisant la queue pendant 55 jours pour changer un total de 25 milliards de morceaux de papier ? »...

Que se passe-t-il ? Un désastre monétaire. Exactement ce qui est en train de se produire en Inde actuellement.

Le plus incroyable, c'est que l'Indien moyen semble convaincu que c'est pour son bien. Il pense que l'interdiction a pour but de gêner les criminels — sans se rendre compte que c'est lui qui est le plus gêné !

Des devises en voie d'extinction

Notre ami nous rappelle une phrase attribuée à Mark Twain : « il est plus facile de tromper les gens que de les convaincre qu'ils ont été trompés ».

Le président vénézuélien Nicolás Maduro dit à ses compatriotes qu'il confisque aux « fraudeurs et [aux] mafiosi » les « fruits » de leur racket.

Comment ?

En les privant (ainsi que le reste de la population) de la devise au rebut du pays, le bolivar. Maduro a retiré de la circulation la moitié des billets du Venezuela.

Les bolivars étaient de toute façon en voie d'extinction, grâce à l'habitude des fédérales d'imprimer des billets comme on distribue des exemplaires de *La Tour de Garde*.

A présent, les billets de Monopoly du Venezuela perdent la moitié de leur valeur tous les 17 jours, mettant le bolivar dans la catégorie « hyperinflation ».

Et les autorités vénézuéliennes affirment que ce sont les criminels qui les stockent !

Une fois encore, il est stupéfiant de voir ce que les gens peuvent croire et supporter. Les Vénézuéliens passent déjà jusqu'à six heures devant les distributeurs ou le guichet de leur banque pour obtenir assez de cash pour faire leurs courses quotidiennes.

Evidemment, les DAB surchauffent et tombent en panne — quand ils ne se retrouvent tout simplement pas à court de billets.

Sabotage économique ?

Du côté de l'Anatolie, le président turc Recep Erdoğan a peu goûté la tentative de coup militaire de juillet dernier.

Désormais échaudé, il craint l'eau froide. « Quelqu'un tente de mettre ce pays à genoux par le sabotage économique », affirme-t-il.

Tout comme au Venezuela, les saboteurs semblent très pressés de se débarrasser de l'argent factice de la nation. Erdoğan a une suggestion à faire : « pour ceux qui ont des devises étrangères sous l'oreiller, venez les changer en or... venez les changez en livre turque ».

Nous ne sommes pas certain de la plaisanterie qu'il est en train de faire... mais nous serions méfiants à l'idée de nous montrer avec une belle pile de billets verts.

Enfin, en Italie, les électeurs ont rejeté les réformes constitutionnelles proposées par l'ancien Premier ministre Matteo Renzi, pro-Union européenne.

Suite à sa défaite lors du référendum, Renzi a démissionné. Et Beppe Grillo, comédien devenu politicien et dirigeant du mouvement populiste Cinque Stelle, affirme que l'Italie a besoin de deux devises factices, non une seule.

Il s'en tiendrait à l'euro pour les transactions à l'étranger et créerait une nouvelle devise nationale pour arnaquer les locaux.

Où est-ce que tout ça nous mène ?

Plus d'infos sur : <http://la-chronique-agera.com/devises-factices-cash/>

Copyright © Publications Agora

Les « règles de Brisbane » pourraient bientôt être appliquées

Rédigé le 19 décembre 2016 par **Jim Rickards**

Sans surprise, le 4 décembre dernier, les électeurs italiens rejetaient des réformes constitutionnelles. La plupart des analystes avaient vu le résultat arriver et les marchés s'attendaient au choix du « non. »

Peu de temps avant le referendum, j'ai déjeuné avec un célèbre journaliste financier travaillant pour une importante publication, très largement lue par les élites. Lorsque nous avons discuté des répercussions du referendum, il me déclara que le Premier ministre italien Matteo Renzi ne démissionnerait pas si le « non » l'emportait – même si Renzi avait déclaré qu'il le ferait.

Renzi a démissionné et un nouveau gouvernement est sur le point d'être formé. Souvent, les élites n'en savent pas plus que les autres.

A présent, les retombées de ce vote sont beaucoup moins claires pour les marchés. L'effet immédiat est l'arrêt prématuré de la recapitalisation planifiée de la Banca Monte dei Paschi di Siena (BMPS), la plus vieille banque d'Italie et l'une des plus en difficulté.

La recapitalisation dépendait des décisions du gouvernement – y compris un

renflouement par certains détenteurs d'obligations.

Paolo Gentiloni, qui était le ministre des Affaires étrangères de Renzi, a été nommé nouveau Premier ministre. Dans un discours au Parlement, Gentiloni a assuré que le gouvernement italien était prêt à intervenir « pour assurer la stabilité des institutions bancaires [italiennes]. »

Les banques italiennes sont assises sur près de 360 milliards d'euros de créances douteuses, ce qui représente grosso modo un tiers du total des prêts non performants de la Zone euro.

Si l'incendie se propage à partir de ce foyer, la panique pourrait frapper la Deutsche Bank, qui a son siège à Francfort, pas loin de Berlin où je suis actuellement. Au final, cela pourrait provoquer une panique mondiale de la liquidité.

En ce moment, les dirigeants des banques en Europe minimisent les probabilités d'une panique plus étendue mais la menace reste très réelle et les baissiers sont aux aguets.

Une source proche du Trésor américain a rapporté que BMPS serait renflouée. Mais un sauvetage direct avec l'argent du contribuable se heurterait aux règles bancaires européennes, qui placent la charge sur les détenteurs d'obligations de la banque.

Le danger est que le sauvetage de la BMPS entraîne de grosses pertes pour les particuliers déposants et détenteurs d'obligations. Cela pourrait provoquer une perte de confiance dans les autres banques. Tout cela fait partie d'une réalité plus profonde, née lors du sommet du G20 qui s'est tenu en novembre 2014 à Brisbane, en Australie. Selon le rapport du G20, les pertes des banques « devraient être absorbées... par des créanciers non sécurisés et non assurés. »

Dans ce contexte, « créancier » signifie « déposant ». Or, beaucoup d'Italiens sont des déposants de la BMPS. Le rapport décrit ensuite « les pouvoirs et outils que les autorités devraient avoir pour atteindre cet objectif. Ceux-ci incluent le pouvoir de requalification (bail-in). »

Il s'agit d'un plan de requalification pour les banques en difficulté dit règles de Brisbane qui régissent le système bancaire mondial.

La prochaine crise financière sera pire que la dernière et, pour son malheur, c'est Donald Trump qui va en hériter.

Plus d'infos sur : <http://la-chronique-agera.com/monte-dei-paschi-di-siena-regles-brisbane/>
Copyright © Publications Agora

À deux doigts de la guerre commerciale mondiale

Par Valentin Katasonov – Le 12 décembre 2016 – Source [Strategic Culture](#)

Bataille juridico-commerciale autour du statut d'«économie de marché» pour la Chine



La crise financière de 2007-2009 a effectivement mis fin au processus de mondialisation. En 2015, le commerce mondial a soudainement chuté de plus de 10%, pour la première fois depuis 2009. Rien de tel n'a été observé depuis la Grande Dépression des années 1930. Mais certains politiciens, personnalités publiques, universitaires et journalistes continuent de parler de la mondialisation comme d'un processus «objectif» et «progressiste», même s'il a déjà pris fin.

Le monde est entré dans une ère nouvelle. Une caractéristique importante de cette ère est le renforcement du protectionnisme dans le commerce international et l'investissement, l'éclatement du marché mondial en zones commerciales et économiques, et même le retour aux échanges commerciaux sur une base bilatérale. Selon l'OMC, entre octobre 2015 et mai 2016, les pays du G20 ont adopté 145 lois visant à renforcer les barrières commerciales et plus de 1 500 lois ont été adoptées depuis 2008. Au total, selon les estimations du célèbre économiste britannique Simon Evenett, il y a près de 4 000 lois et règlements protectionnistes dans les codes de commerce du monde entier. Et les pays du G20 – d'où provient plus de 90% du commerce mondial – sont responsables de 80% de ces obstacles aux échanges.

Donald Trump a sauté dans le train en marche, avec des slogans de campagne promettant de revitaliser l'Amérique dans le commerce international – en s'appuyant principalement sur des mesures protectionnistes :

Premièrement, il arrêterait les négociations en cours sur l'accord de partenariat transatlantique entre les États-Unis et l'UE et refuserait de ratifier l'accord de partenariat transpacifique déjà signé.

Deuxièmement, il trouverait un moyen de sortir de l'ALENA, ou bien réviserait complètement les termes de ce traité avec les autres parties prenantes – le Canada et particulièrement le Mexique.

Troisièmement, il reviendrait aux accords bilatéraux pour encadrer les relations

commerciales et économiques américaines avec le reste du monde, tout en s'éloignant de la politique de réglementation multilatérale ou même mondiale du commerce, jusqu'au point où les États-Unis seraient prêts à refuser de prendre part aux travaux de l'OMC.

Quatrièmement, il réviserait complètement les termes des relations commerciales et économiques de l'Amérique avec la Chine, en relevant le niveau des droits de douane sur les produits chinois à une moyenne de 45% et en adoptant des mesures protectionnistes en relation avec ce que l'on appelle la guerre monétaire de Beijing, c'est à dire la manipulation d'un yuan faible par rapport au dollar américain.

De toute évidence, la poursuite obstinée d'un tel programme systématiquement protectionniste pourrait non seulement entraver les relations avec beaucoup de partenaires commerciaux de Washington, mais pourrait même déclencher une guerre commerciale. En juin, le président élu américain a ainsi décrit les relations économiques américano-chinoises : «Nous sommes déjà en guerre commerciale et nous sommes sévèrement battus.» D'ici le printemps 2017, nous aurons sans doute entendu parler de ses premières mesures pratiques pour restructurer ou ajuster la politique commerciale internationale de Washington.

Les slogans protectionnistes de Trump s'entendent déjà dans le monde entier. Les partenaires commerciaux de l'Amérique envisagent des mesures de rétorsion. Ce sont principalement les pays avec lesquels les États-Unis ont le plus grand déficit commercial. En 2015, les plus gros déséquilibres commerciaux des États-Unis concernaient les cinq partenaires suivants (en milliards de dollars) : Chine – 365,7; Allemagne – 74,2; Japon – 68,6; Mexique – 58,4; et Vietnam – 30,9. L'ampleur astronomique des réserves de change de la Chine actuelle est le revers de l'excédent commercial avec les États-Unis, que la Chine a construit année après année. Pendant les 15 années de son adhésion à l'OMC, la Chine a accumulé un solde favorable de 3 500 milliards de dollars, dans son commerce avec les États-Unis.

Les flammes d'une guerre commerciale mondiale pourraient jaillir, avant même que Donald Trump n'entre dans le Bureau ovale. Une date très importante est juste au coin de la rue – le 11 décembre 2016, mémorable parce que c'est à ce moment-là que la Chine est devenue membre à part entière de l'OMC, il y a exactement 15 ans, le 11 décembre 2001. Beaucoup attendent le 11 décembre 2016, tendus et apeurés.

Pourquoi ? Parce que, conformément aux termes de cet accord de 15 ans, la Chine doit se voir accorder le statut d'économie de marché au plus tard le 11 décembre 2016. Il s'agit d'un statut qui lui manque encore. Selon les règles de l'OMC, les États membres de cette organisation peuvent prendre des mesures pour protéger leurs marchés contre des produits exportés de pays qui ne sont pas des économies de marché. L'idée sous-jacente est que les pays qui n'ont pas reçu le statut d'économie de marché subventionnent leurs exportateurs d'une manière ou d'une autre. Cela comprend différents types de soutiens de l'État, y compris des variétés clandestines telles que les

allégements fiscaux.

L'OMC considère les entreprises du secteur public comme les plus suspectes, et cela concernerait un grand nombre d'exportateurs chinois. Pour se protéger contre les exportations de ces pays, les membres civilisés de l'OMC ont le droit d'imposer des droits antidumping, qui sont parfois plusieurs fois plus élevés que les droits de douane habituels. L'OMC ne prend pas la décision de reconnaître le statut d'économie de marché de manière centralisée – c'est plutôt chaque pays membre ou groupe de pays qui le détermine. Mais Pékin croit que, en vertu de l'accord d'adhésion de la Chine à l'OMC en 2001, après le 11 décembre 2016, tous les membres de l'OMC doivent ajuster leurs relations avec la Chine, afin de tenir compte du fait qu'elle est maintenant une économie de marché. En d'autres termes, un mécanisme est en place pour appliquer automatiquement cette disposition.

Au début de la décennie, l'Union européenne a clairement indiqué à Beijing que la Chine était encore très éloignée d'une économie de marché. Au cours de ces années, l'UE – parmi tous les partenaires commerciaux de la Chine – a tenu le record d'imposition de droits antidumping sur les produits chinois, en particulier les produits de la sidérurgie. L'année dernière, Bruxelles a déclaré à maintes reprises que l'économie chinoise est encore loin d'être basée sur le marché et, par conséquent, il ne peut être question de la Chine reçoive automatiquement le statut souhaité. Actuellement, l'UE dispose de 68 mesures antidumping en vigueur, dont 51 impliquent des marchandises chinoises. Ces droits peuvent dépasser 65% et sont imposés sur une large gamme de produits, allant de l'acier aux panneaux solaires.

Ainsi, les tensions ne cessent de croître, non seulement dans les relations de Pékin avec Washington, mais aussi avec Bruxelles. L'été dernier, l'association européenne de l'acier Eurofer a publié une déclaration très émotionnelle, dans laquelle elle a de nouveau exigé que les pays européens ne reconnaissent pas la Chine comme une économie de marché, en aucune circonstance. Cette association affirme que depuis 2008, l'industrie sidérurgique européenne a perdu environ 85 000 emplois, soit plus de 20% de cette main-d'œuvre. Selon Eurofer, au cours des 18 derniers mois, la Chine a doublé ses exportations d'acier laminé vers l'UE. Le rapport Eurofer inclut une évaluation non seulement de l'industrie sidérurgique, mais également de l'ensemble de l'économie de l'UE : en raison de l'augmentation des importations de produits chinois, l'UE pourrait perdre jusqu'à 3,5 millions d'emplois dans 25 industries après décembre 2016.

Pourtant, il n'y a pas de consensus dans l'UE elle-même, sur la manière de procéder par rapport à la Chine. En particulier, des pays comme l'Espagne et l'Italie s'opposent catégoriquement à accorder à la Chine le statut d'une économie de marché. L'Allemagne y est favorable, moyennant quelques réserves. Le Royaume-Uni était également favorable – sans réserves –, bien que personne dans l'UE ne s'intéresse plus à son opinion. Certains bureaucrates de l'UE sont prêts à accepter la transition automatique de la Chine à ce nouveau statut après le 11 décembre, mais se réservent le droit de recourir

à des droits antidumping contre les marchandises chinoises dans des cas exceptionnels. Les représentants de l'industrie des métaux ferreux de l'UE n'accepteront d'accorder à la Chine ce nouveau statut, que si celle-ci accepte l'obligation d'éliminer sa capacité excédentaire pour la production de métaux ferreux.

La Commission européenne (CE) était disposée à permettre à la Chine d'obtenir automatiquement ce nouveau statut le 11 décembre, mais le Parlement européen s'est levé inopinément, en opposition à la Commission, en mai dernier, lors de l'adoption d'une sévère résolution anti-chinoise concernant l'état de son économie.

Pékin, à son tour, essaie d'encourager l'UE à prendre des décisions qui sont favorables à la Chine. Parfois, il emploie la carotte – par exemple, la réduction de la capacité excédentaire dans l'industrie sidérurgique – et quelquefois le bâton : «L'Europe devrait réfléchir à deux fois, avant de prendre une décision finale concernant l'économie de marché de la Chine», a averti Xinhua News, journal contrôlé par l'État, à la suite de la résolution du Parlement européen en mai.

Washington garde aussi le doigt sur la détente à ce propos. Actuellement, la Chine et les États-Unis sont des partenaires commerciaux d'une taille à peu près égale pour l'Union européenne. Donc, si l'Union européenne reconnaît effectivement le statut d'économie de marché à la Chine, cela éliminera le dernier obstacle à l'expansion de celle-ci en Europe, au grave préjudice de la position commerciale de l'Amérique sur le marché européen.

C'est actuellement un moment tranquille pour la politique de Washington. L'Europe a été laissée seule pour affronter la Chine et elle devra prendre sa propre décision sur le statut de l'économie chinoise. Cependant, même si Bruxelles donne son verdict avec le soutien politique du président américain – qu'il s'agisse d'Obama ou de Trump –, il sera toujours confronté au choix entre une mauvaise et une très mauvaise option. L'un ou l'autre déclenchera une guerre commerciale majeure au niveau mondial. Compte tenu de la mentalité des bureaucrates de l'UE, je soupçonne qu'ils vont traîner les pieds sur cette décision cruciale pour une durée indéterminée. Par conséquent, l'Union européenne reconnaîtra probablement officiellement le statut d'économie de marché de l'économie chinoise, mais en prévoyant que, dans des «cas exceptionnels», elle continuera à recourir à des droits antidumping à l'égard des marchandises chinoises.

Je pense que Trump commencera, l'été prochain, à prendre des mesures concrètes sur plusieurs fronts, y compris le travail de restructuration fondamentale des règles régissant le commerce mondial. Alors ce délai confus dans la relation sino-européenne sera terminé, envenimant les relations commerciales et économiques entre l'UE et la Chine, qui s'intensifieront dans une guerre commerciale globale.

Les foyers isolés de la guerre commerciale, qui commencent à s'embraser dans différentes parties du monde, pourraient rapidement converger en une seule grande conflagration mondiale de guerre commerciale.

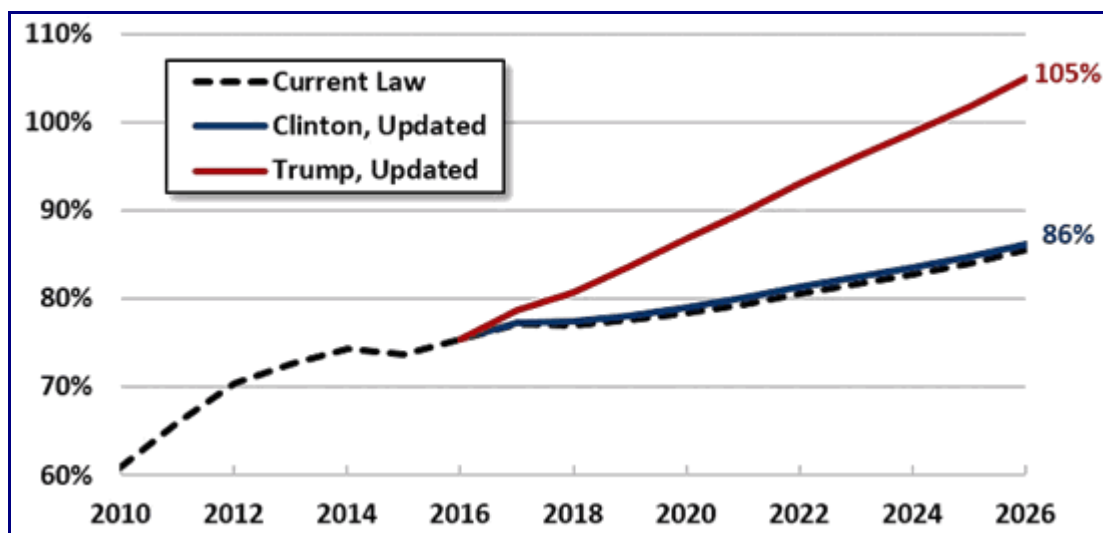
PS : Le Congrès des États-Unis a créé la Commission de révision économique et de sécurité entre les États-Unis et la Chine, pour obtenir des conseils et élaborer des études. Le 16 novembre, la commission a publié son rapport annuel de 550 pages. Pour résumer brièvement le contenu du rapport, sa conclusion est claire : la Chine n'est pas encore qualifiée pour le statut d 'économie de marché.

Valentin Katasonov

Traduit et édité par jj, relu par nadine pour le Saker Francophone

La « révolution financière » de Trump

Article de Chris Vermeulen, publié le 15 décembre 2016 sur SafeHaven.com



Actuellement, la dette américaine a atteint la somme colossale de 19,8 trillions de dollars. Elle va continuer d'augmenter sous la présidence de Trump, vu ses intentions de baisser les impôts et d'investir dans les infrastructures.

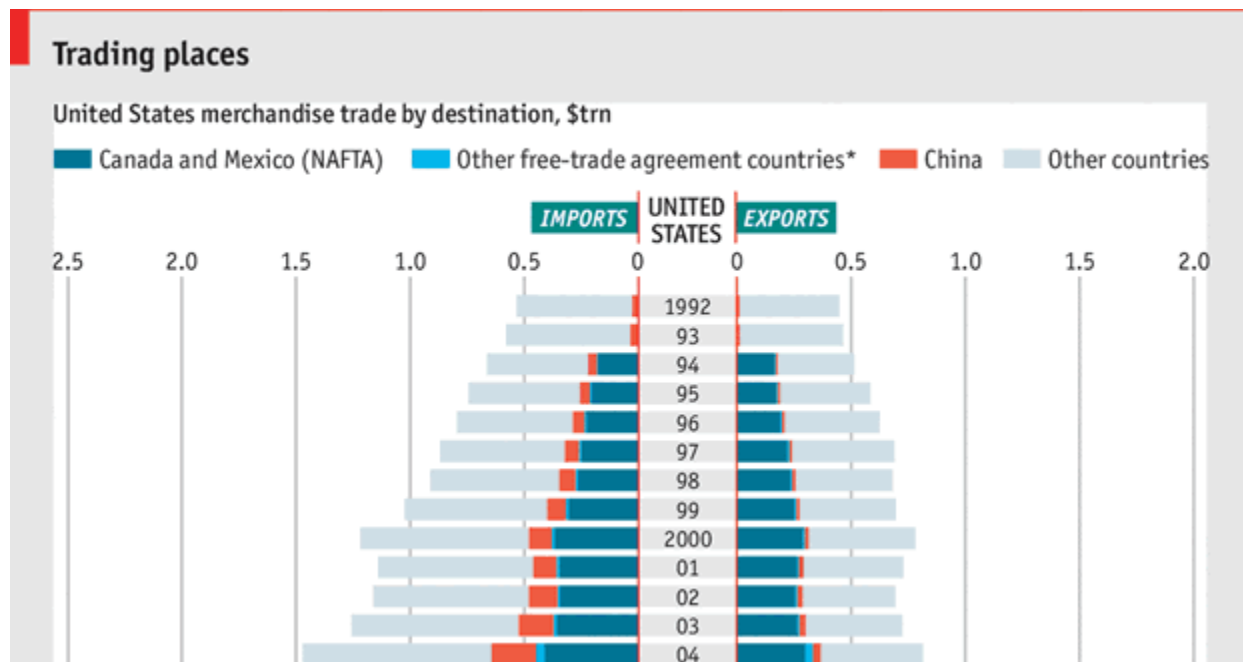
Les baisses d'impôts proposées augmenteront la dette américaine de 7 trillions dans les 10 ans à venir (en prenant en compte les intérêts courus et les effets macro-économiques), de 20 trillions dans les 2 décennies à venir, d'après *Forbes*. Le président élu n'a pas détaillé comment il compte financer ces baisses d'impôts.

Le protectionnisme, un jeu sans gagnant

Le président élu Trump a des plans radicaux : il souhaite enterrer des accords commerciaux établis de longue date, comme l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA), augmenter les droits de douane sur les importations chinoises, etc.

Cependant, dans un contexte économique toujours plus mondialisé, chaque action que mettra en place le président Trump provoquera une réaction aussi forte dans une économie déjà hautement endettée qui patine déjà en raison d'une croissance anémique.

Cette guerre commerciale planétaire a peu de chances de bénéficier aux États-Unis ou à l'économie mondiale.



Il n'est pas certain que les consommateurs américains apprécient de devoir payer plus cher les biens importés qu'ils achètent. Après tout, les délocalisations ont donné un fameux coup de pouce aux entreprises américaines, leur permettant de baisser leurs coûts de production (par exemple, un iPhone plus cher risque de réduire sa demande, aussi bien domestique qu'internationale).

Les investisseurs ont profité de l'argent bon marché pour acheter des actions et de l'immobilier, alors qu'il était censé alimenter l'économie réelle. Le désastre économique de Trump est une catastrophe inéluctable.

Je vous rappelle que rien n'a changé dans l'économie américaine depuis le marché haussier engendré par l'élection de Trump.

Le futur président Trump a critiqué Janet Yellen alors que celle-ci comprend que l'économie ne peut encaisser des taux beaucoup plus élevés. Elle s'effondrera si les taux augmentent, comme on a pu le voir durant ces dernières années. Les taux planchers perdureront malgré les attentes des experts, qui se prononcent en faveur d'une hausse importante du taux directeur. Lorsque Trump prendra ses fonctions, il aura besoin de l'assistance de la FED. Même s'il doit encore le comprendre !

Les entreprises n'ont pas énormément investi dans des projets. Elles ont plutôt racheté leurs titres. Lorsqu'elles embauchent, c'est principalement à temps partiel. À mon avis, rien ne justifie la hausse de la bourse et de l'immobilier, qui sont pour moi des bombes à retardement. (...)

Sans connaître les détails des politiques proposées, les marchés ont bien trop anticipé en se dotant d'un filet de sécurité très mince. Il est donc prudent d'être prêt à acheter de

l'or, en quantité importante et pour le long terme. (...) »

« Pour les accapareurs analphabètes de France Stratégie, l'idée en devenant propriétaire c'est justement de ne plus payer de loyer !! »

L'édito de Charles SANNAT 19 décembre 2016

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Dans ce pays que l'on peut appeler « Absurdie », on atteint des sommets de stupidité crasse avec ce communiqué de France Stratégie, l'organe censé penser pour le Premier ministre. Mon Dieu qu'on est mal mes amis avec des abrutis pareils au pouvoir, c'est un véritable drame et à ce rythme-là, il va falloir finir par envisager des mesures plus radicales de type « viva la revolución » !!

Je vous préviens, je suis furieux. Je vais donc jurer comme un charretier sous l'œil courroucé de ma tendre moitié, qui est tout aussi furax que moi à l'idée de se faire taxer sur un loyer fictif mais qui se demande si ma vulgarité ne sera pas contre-productive... Ce à quoi je lui réponds que vivement les vacances, parce que là, je crois qu'il vaut mieux un tombereau d'insultes comme ils ne comprennent toujours pas, plutôt que de leur lancer un pavé dans la gueule, ce qui commence à me démanger sérieusement. Étant par nature non-violent (et je vous rappelle qu'appeler à la haine ou à la violence c'est interdit, donc je n'ai pas le droit), je me contenterais donc de lancer un pavé épistolaire dans la marre et j'ai remplacé toutes les insultes qui me sont venues en tête par les jurons fleuris du Capitaine Haddock qui a bercé mon enfance. J'espère que cela vous détendra aussi et vous permettra de vous sentir moins seuls !!

Un communiqué de France Stratégie pour défendre la plus belle ânerie du siècle

Face à l'avalanche de réactions négatives des internautes, l'organisme de réflexion dépendant du Premier ministre explique pourquoi ce système fiscal serait « plus équitable et pourrait fluidifier le marché immobilier ».

Alors avant d'écouter les explications plus que vaseuses et d'une mauvaise foi économique crasse de ces grands anthropopithèques (primate intermédiaire entre le singe et l'homme) à qui nous avons confié les manettes du pouvoir, je vais me permettre de leur mettre les barres sur les « T » et les points sur les « i »!

L'idée, bande de nodocéphales de hauts fonctionnaires coupés des réalités de notre pays et des vrais gens et anthropophages de mon argent, c'est qu'en devenant propriétaire, on n'est plus locataire !

Et que quand on est plus locataire, eh bien vous savez quoi ? On ne paye plus de loyer !

Et c'est exactement notre objectif parce que justement, en ces temps de précarité et

d'incertitude, on a juste tous envie de mettre nos familles le plus à l'abri possible...

Ha, oui, je suis navré de vous parler de principes aussi vieux et démodés que la famille, un truc qui dérange profondément les cerveaux malades de nos bêtards de « prôôôgressistes ».

Le niveau 0 des arguments de France Stratégie, organisme qui conseille le plus « haut niveau de l'État » !

Alors là, je vous fais le copier-coller du texte exact de ces fous furieux de la taxation compulsive, de ces babouins fiscaux, et de ces bachi-bouzouk de mon porte-monnaie parce que franchement, de vous à moi, ils auraient vraiment mieux fait de se taire et à jamais que de persister avec de telles crétineries qui me donne une furieuse envie de monter sur une barricade ! Je cite donc :

« Que notre fiscalité favorise actuellement le statut de propriétaire occupant ne peut faire débat.

D'une part, un ménage qui choisit aujourd'hui à la fois de louer un bien immobilier dont il est propriétaire tout en étant lui-même locataire d'un logement équivalent est imposé sur ses revenus locatifs ; le même ménage ne paye pas d'impôt s'il choisit d'occuper le bien immobilier qu'il possède.

D'autre part, à revenu monétaire identique, un ménage propriétaire occupant son logement bénéficie à l'évidence d'un niveau de vie supérieur à celui d'un ménage locataire, alors même que les deux payent le même impôt sur le revenu. »

Accrochez-vous mes amis... France Stratégie nous explique doctement que nous sommes des abrutis réticents au changement et que l'on ne comprend rien parce que vous comprenez « un ménage qui choisit aujourd'hui à la fois de louer un bien immobilier dont il est propriétaire tout en étant lui-même locataire d'un logement équivalent est imposé sur ses revenus locatifs »...

Eh bien on se fiche comme de l'an 40 des ménages qui sont locataires d'un côté et propriétaires de l'autre d'abord parce qu'il s'agit d'une infime minorité qui sont dans ce cas, et que si France Stratégie trouve que c'est vraiment injuste, eh bien je vais vous souffler la solution qui fera plaisir à tout le monde et n'emmerdera personne !

Vous n'avez qu'à exonérer d'impôts les propriétaires qui sont locataires d'un autre logement que leur résidence principale... Haaaa... la justice, que ne dit-on pas en son nom, surtout quand on dégouline et suinte l'égalitarisme... Je hais l'égalitarisme parce que c'est la garantie du nivellement vers le bas de notre société. Mieux vaut l'égalité des chances, ce qui n'a rien à voir ! On vous a appris à lire et à écrire. Si vous n'avez pas travaillé, c'est votre problème ! L'égalitarisme est un fascisme comme tous les autres, et paré de bons sentiments, il ne vaut pas un kopeck de plus que toutes les autres idéologies du cimetière de l'histoire.

Ensuite France Stratégie découvre avec un sens de la litote effrayant « qu'à revenu

monétaire identique, un ménage propriétaire occupant son logement bénéficie à l'évidence d'un niveau de vie supérieur à celui d'un ménage locataire, alors même que les deux payent le même impôt sur le revenu »...

Mais bande de sombres cercopithèques (ce sont des singes à longues queues comme le sajou et le sapajou, et moi j'ai plus envie de jouer, même avec des sajous...), il ne vous est jamais venu à l'esprit que chacun vit comme il le veut ? Vous avez des cigales et des fourmis ! Des qui dépendent tout et d'autres pas !

Vous avez des propriétaires qui, pour le devenir, se sont serrés la ceinture pendant 25 ans! 25 ans, HOOOOOOOO, vous m'entendez cataplasmes fiscaux, canailles, chenapans !! Je suis endetté sur 25 ans pour acheter mon satané clapier parisien dans lequel on s'entasse sans place ! 25 ans... et vous croyez que pendant 25 ans on fait la bamboche à côté ou que l'on rembourse les traites ?

25 ans pendant lesquels on aura payé nos charges sociales, patronales, notre TVA, nos taxes d'habitation et foncière, et... les charges de copro !

HOOOOOOOOO STOOOOOOP... bande de chouettes mal empaillées !

Quelques réactions pour que vous compreniez que votre communiqué, vous pouvez vous le tailler en pointe et vous l'enfoncer bien profondément dans le fondement de votre réflexion macro-économique de cloporte ! Je précise que ces réactions ne sont pas les miennes, mais je les partage bien volontiers !!

« À celui qui « s'amuse » à me censurer : 1. Enfoiré est dans le dictionnaire, ce n'est pas une insulte il faudrait penser à l'ouvrir de temps en temps... 2. Qu'est-ce que j'aimerais t'avoir en face pour t'en coller une ! » Oui mes amis, vous pouvez les qualifier d'abrutis, de crétins, ou même d'enfoirés... Tous ces mots sont bien dans le dictionnaire de la langue française ! Et on les emmerde !!

Ou alors :

« La stratégie et l'esprit socialiste ? ... Que le peuple travaille, je me charge de lui vider les poches pour mes nombreux avantages et assurer mon train de vie d'élus et autres membres de ce système. »

Ou encore...

« Célibataire, je paye 1 600 de taxe foncière et presque 600 de taxe d'habitation dans un village de 1 500 habitants... Mes parents, en Espagne, payent 300 euros tout compris dans une station balnéaire... Continuez à taxer... je vends tout et me casse. »

Celui-là est remarquable de pertinence tellement cette idée de France Stratégie est conne (ce qui est aussi dans le dictionnaire) :

« Si vous cultivez des tomates dans votre jardin, vous devez être taxé par rapport à celui qui doit les acheter, et si vous passez le balai chez vous, vous devez être taxé par rapport à celui qui emploie une femme de ménage... Question fiscalité, il y a

encore à faire... »

Ou sinon on a la fiscalité grivoise fort drôle !!

« À celles et ceux qui vivent en couple, accepteriez-vous de payer une taxe à chacun de vos exploits sous l'édredon au motif que cela coûte beaucoup plus cher aux célibataires ?? »... J'adore cet argument, hahahahaha !

Bon, je pourrais continuer pendant des pages entières.

Il n'y a pas à dire, il faut que les grands futés de cornichons de France Stratégie sachent que non seulement personne n'a été convaincu par leurs arguments foireux, mais qu'en plus, là, ils commencent à sérieusement nous énerver, mais alors je sens que la moutarde me monte vraiment très sérieusement au nez, et que je m'en vais enfile un bonnet de couleur rouge et que si ces grands psychopathes de la fiscalité, ces écornifleurs de portefeuilles persistent, il va falloir une nouvelle jacquerie fiscale pour leur faire rentrer de force dans leur crâne un tantinet résistant que là, maintenant, ça suffit !

Alors histoire de les mettre à l'aise définitivement et de les affranchir pour les fêtes de fin d'année, je vous invite tous et massivement à protester de manière fort délicate et pacifique évidemment en téléphonant et en saturant le standard, mais également en faisant crouler leur boîte mail sous nos protestations courroucées.

Vous pouvez évidemment faire suivre à ces empoisonneurs ectoplasmiques intersidéraux ce simple mail !!

France Stratégie

Téléphone : 01 42 75 60 00

Télécopie : 01 45 55 53 37

Courriel : strategie@strategie.gouv.fr

Je vous laisse donc sur cette remarquable maxime de mon fétiche Capitaine Haddock dont les jurons auront émaillé tout cet article : « Que le diable vous étripatouille, gangsters, gibiers de pôtence, gredins ! » Vous êtes des gros plein de soupe biberonnés à l'argent du « con-tribuable » à qui vous devez ce que l'on nommait autrefois... « le sens du bien commun ». Vous êtes censés être l'émanation du peuple pour et par le peuple. Vous n'êtes qu'un ramassis de rapaces profiteurs et vous ne valez guère mieux que des protozoaires (être unicellulaire) ...

Haaaaa, je ne sais pas vous, mais moi je me sens mieux ! Ça fait du bien !!

Au fait.... faites passer au plus grand nombre mes amis!!

Il est déjà trop tard. Préparez-vous !

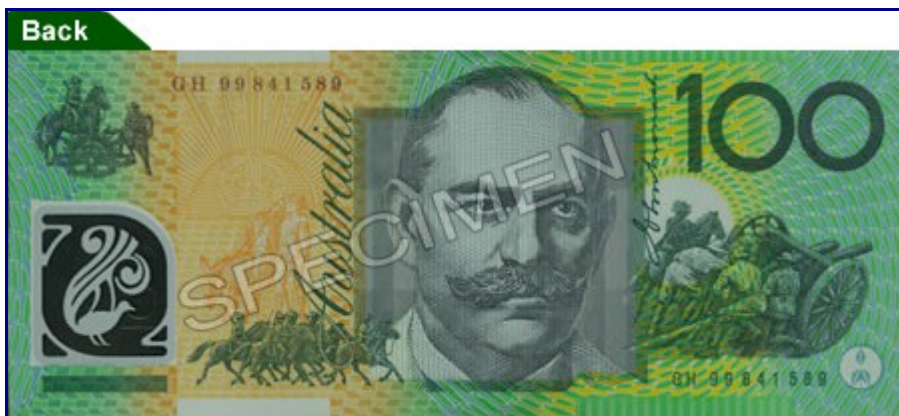
[L'Australie envisage d'imiter l'Inde en démonétisant son billet de 100 \\$](#)

Vous l'aurez compris, l'offensive contre la monnaie sonnante et trébuchante se poursuit

et elle est mondiale.

Si objectivement, la monnaie physique est un anachronisme, le problème c'est que sans monnaie pas de transaction anonyme. Et pas de transaction anonyme = gros problème de liberté.

Mais tout le monde s'en fiche. Ils vont jusqu'à se fichent eux-mêmes avec tous leurs copains et la cartographie complète de leurs relations sur les réseaux sociaux.



Charles SANNAT

Une grande banque russe voit le pétrole à 138 dollars le baril

La baisse récente et assez historique du pétrole et la guerre géopolitique qui s'est jouée en coulisse ont fait oublier que le pétrole est également une ressource qui se raréfie et donc le coût d'extraction augmente à grande vitesse. Tous les pétroles dits « non-conventionnels » sont très coûteux à extraire.

Il y a le prix d'extraction mais il y a également la notion de dépense énergétique. Quand il faut dépenser un baril pour extraire un baril, cela n'a plus beaucoup de sens, quel que soit le prix du baril !!

Bref, il est presque certain que le prix du pétrole ne peut plus qu'aller de l'avant, ce qui n'empêchera pas quelques consolidations ou moments de spéculation à la baisse à l'occasion de krachs boursiers par exemple, mais à long terme, les prix du pétrole seront orientés à la hausse.

Charles SANNAT

Exit la couronne : le Danemark décide de passer au paiement bancaire

Le Danemark reste un petit pays et donc la transition y est très facilitée vers la société sans cash.

Il y a un autre élément aussi à avoir en tête.

Tant que vous avez des billets, vous pouvez toujours vous procurer une monnaie

fiduciaire, même si c'est interdit par un contrôle des changes par exemple. Évidemment, ce n'est pas bien, ce n'est pas légal, blablabla mais vous pouvez quand même en avoir, même les Russes sous l'empire soviétique et malgré le KGB arrivaient à se procurer des dollars.

En rendant tout électronique, tout cela sera beaucoup plus difficile. Un État pourra vous empêcher de disposer de sa monnaie, il pourra vous empêcher de détenir ce qu'il veut, il pourra aussi signer votre ruine ou votre mort numérique quand bon il lui semblera.

Les citoyens n'ont aucune idée du monde qu'on leur prépare, et ils découvriront effarés, mais bien trop tard, que toutes les dictatures auraient rêvé de ce moment-là, celui de la technologie qui sera non pas au service de l'homme, mais au service de son asservissement ultime et total.

Charles SANNAT

L'euro à son plus bas niveau par rapport au dollar depuis 2003

Contrairement à ce que certains annoncent à grand renfort de communiqués et d'articles, non le dollar ne s'effondre pas ! Non seulement il ne s'effondre pas mais pire : il s'apprécie !!

Pour un roi qui vacille, on trouvera mieux !

C'était assez logique et j'ai toujours dit que même si le dollar n'est pas une bonne monnaie, il n'y a plus aucune bonne monnaie fiduciaire sur la planète.

Cela veut dire que la valeur des monnaies est donc toute relative !

Le dollar n'est pas plus pourri que l'euro. Au contraire même. Dans le pire des cas, je préfère avoir des dollars que de l'euro, monnaie d'une zone au bord de l'effondrement, elle, et de l'explosion.

Enfin, les taux d'intérêt montent aux USA et restent négatifs en Europe. Il n'y a pas de raison donc de voir l'euro monter. Comme l'euro ne peut pas monter, eh bien il baisse !

Charles SANNAT